

Tribune libre

Extraits de *Au CLAIR de la Lutte* n°7 – Tendance Claire du NPA

Contribution de 62 militants pour une Tendance révolutionnaire du NPA à l'occasion de la réunion nationale de la position B du 23 mai. Un an après la fondation du NPA, nous avons besoin d'un programme et d'une stratégie ouvertement révolutionnaires

Seize mois après sa fondation, le NPA est dans une situation de crise. Celle-ci était latente depuis le début des négociations électorales avec les réformistes du PCF et du PG, mais elle a éclaté après l'échec des régionales, qui a mis en évidence le net recul de la sympathie dont notre parti bénéficiait au début parmi les travailleurs et les jeunes. Cette crise se manifeste d'abord par le départ ou le découragement de nombreux militants, mais aussi par une grande difficulté à mettre le parti en ordre de bataille pour intervenir dans la lutte des classes avec une orientation stratégique claire. Il ne s'agit pas de hurler à la catastrophe, mais de constater lucidement la réalité de cette crise pour en comprendre les causes et trouver les moyens de relancer le NPA comme parti anti-capitaliste cohérent et conséquent, c'est-à-dire révolutionnaire.

Il faut donc ouvrir le débat programmatique et stratégique bien au-delà de la question électorale, en remontant à la racine, c'est-à-dire aux ambiguïtés constitutives du NPA. C'est ce que font d'ailleurs les courants droitiers assumés (courant Convergence et alternative et autres sensibilités de l'ex-position C) aussi bien que les différentes composantes de la majorité (ex-position A). Les partisans d'un NPA révolutionnaire ne sauraient sous-estimer l'importance d'un bilan critique en revenant sans concession sur les fautes et faiblesses qui caractérisent l'orientation de notre parti depuis le début et en soumettant à partir de là des propositions radicalement alternatives pour le congrès de novembre.

C'est à cet objectif que la présente contribution entend contribuer, à l'initiative de camarades dont le parcours a été jusqu'à présent différent, mais qui ont défendu l'ex-position B et sont partisans d'une Tendance révolutionnaire immédiate dans le NPA.

Les conditions objectives et subjectives sont favorables à la construction d'un parti anticapitaliste révolutionnaire

La crise du NPA peut sembler paradoxale si on la rapporte à l'analyse de la situation. Celle-ci, en effet, est favorable à la construction d'une parti anticapitaliste cohérent et conséquent, que l'on considère la crise capitaliste mondiale ou la vitalité de la lutte de classe en France.

1. Le lancement du processus NPA a coïncidé avec les premiers effets de la crise capitaliste mondiale. Depuis le début de l'année 2010, la nouvelle vague de la crise en Europe, qui frappe au premier chef la Grèce, le Portugal et l'Espagne, mais ébranle plus fondamentalement toute l'Union européenne, montre qu'on n'est nullement sorti de cette crise profonde du système capitaliste, contrairement à ce que prétendaient les gouvernement et les « experts » à la fin de l'année dernière. D'une part, la croissance capitaliste ne repart pas dans les pays européens, les investissements stagnent et la consommation régresse ; le chômage continue en conséquence de croître, les plans de licenciements s'ajoutent les uns aux autres et les patrons bloquent les salaires encore plus qu'avant la crise. D'autre part, si les États capitalistes ont réussi à mobiliser des centaines de milliards pour sauver le système financier mondial et les grands groupes industriels les plus menacés au départ (notamment ceux de l'automobile), cela n'a pu se faire qu'au prix d'un endettement public gigantesque, faisant voler en éclats notamment le pacte de stabilité européen : il s'agit maintenant de faire payer la facture aux travailleurs. Enfin, avant même le début de la crise, la pression de la concurrence internationale et des tensions inter-impérialistes rendait de toute façon inévitable l'accélération des réformes structurelles visant à achever le démantèlement des conquêtes sociales de l'après-Seconde Guerre mondiale ; c'est vrai tout particulièrement dans un pays comme la France où la résistance partielle des travailleurs depuis 1995 a retardé la baisse du coût du travail, principale variable d'ajustement pour faire repartir la compétitivité des entreprises.

Dans un autre ordre d'idées, la crise climatique et les dégâts environnementaux considérables provoqués par le capitalisme angoissent une frange croissante du prolétariat. Les luttes écologiques ne sont désormais plus circonscrites aux seuls militants altermondialistes traditionnels. Le souci écologique est désormais un formidable vecteur de l'anticapitalisme et un nombre croissant de travailleurs, parmi les plus mobilisés, tentent de faire la synthèse entre leur résistance à l'exploitation et leur souci de préservation de la planète.

2. Les conditions subjectives, c'est-à-dire l'état d'esprit d'un nombre croissant de travailleurs, sont elles aussi favorables. On est déjà loin, en effet, de la période ouverte au tournant des années 1980, dite « néo-libérale », où l'offensive de la bourgeoisie au niveau international s'était accompagnée d'une revanche idéologique visant à présenter le capitalisme comme l'horizon indépassable de l'humanité. Aujourd'hui, même les gouvernements tentent d'expliquer aux travailleurs, pour justifier de nouveaux sacrifices, qu'il s'agit de réguler, de reverdir ou d'humaniser le capitalisme, de limiter le pouvoir de la finance, etc. Mais les travailleurs se font de moins en moins d'illusions sur les partis de droite comme de gauche qui se succèdent au pouvoir depuis des années, comme le montrent notamment les records d'abstentions aux élections.

C'est d'autant plus vrai en France que, contrairement à ce qui s'est passé dans la plupart des pays comparables, les travailleurs ont commencé à résister aux contre-réformes dès 1995. Cette résistance a ensuite été constante, quoique partielle. C'est ce que montrent tout particulièrement les grandes mobilisations du printemps 2003, la lutte des lycéens et la révolte des jeunes des quartiers populaires (malgré ses importantes limites politiques) en 2005, la mobilisation partiellement victorieuse de 2006 contre le CPE, celle des cheminots à l'automne 2007... Dans ces luttes, ce sont les travailleurs du public (cheminots, enseignants...) et les jeunes qui ont joué le rôle majeur, alors que le poids du chômage et la crise du mouvement ouvrier laissaient au second plan les travailleurs du privé.

Or l'éclatement de la crise capitaliste mondiale a vu le prolétariat industriel revenir sur le devant de la scène en 2009 à travers des luttes contre les licenciements et des méthodes radicales qu'on n'avait plus vues depuis les années 1970, comme les occupations d'usines avec piquets, les séquestrations de patrons, les attaques de préfectures et même, de manière éphémère et embryonnaire, une expérience de contrôle ouvrier chez Philips à Dreux. C'est ainsi que le premier semestre 2009 a été marqué par une situation potentiellement explosive où, dynamisée par la grève générale antillaise, se sont cumulées les mobilisations « classiques » des secteurs du public et la réémergence des luttes du privé, avec des jonctions éphémères lors des journées d'action massives des 29 janvier, 19 mars et 1er mai.

Les défaites sur lesquelles ont finalement débouché la plupart de ces mobilisations ont certes fait baisser ensuite la tension sociale, mais cette première réponse globale des travailleurs de France à la crise a montré qu'ils n'étaient pas prêts à la payer sans se battre. De fait, les luttes sont restées nombreuses depuis un an, quoique dispersées et moins visibles, notamment dans le privé. Globalement, sous l'effet de la crise qui les touche de plein fouet, de nombreux travailleurs sont poussés au combat contre les patrons et le gouvernement et prêts dès lors à entendre un parti qui développerait une orientation anticapitaliste révolutionnaire concrète.

La fondation et la première année d'existence du NPA ont donc eu lieu dans un contexte favorable qui aurait dû lui permettre de se construire sérieusement. S'il a au contraire perdu de nombreux militants et sympathisants, c'est manifestement que son orientation ne correspondait pas aux attentes du moment. Certains considèrent que notre échec prend sa source après les élections européennes, au moment des déclarations préélectorales communes de notre parti avec les réformistes du PG et du PC. À notre sens, cela constitue une erreur d'analyse qui méconnaît deux aspects essentiels :

- le flou de nos axes programmatiques découlant directement de l'ambiguïté de nos textes fondateurs ;
- la faiblesse de notre intervention concrète dans la lutte des classes et dans l'ensemble des mobilisations.

Il est d'autant plus urgent d'avancer sur ces deux questions indissociables que les nouveaux développements de la crise du capitalisme en Europe vont sans doute provoquer une intensification de la lutte des classes. L'exemple de la Grèce, l'un des maillons faibles de l'Union européenne, n'est à cet égard qu'une première manifestation de ce qui attend tous les travailleurs européens, avec d'un côté des attaques extrêmement brutales du gouvernement, de l'UE et du FMI contre les acquis et de l'autre une radicalisation de la résistance ouvrière et populaire, dont témoignent la journée de grève, les manifestations massives et les affrontements avec la police du 5 mai. Nous devons donc nous préparer à participer à des affrontements de classe beaucoup plus aigus, rendant nécessaire un parti révolutionnaire.

Réforme ou révolution ?

Retour sur les ambiguïtés des « principes fondateurs »

À notre avis, les « Principes fondateurs » tels qu'actuellement rédigés constituent un texte qui contient certes, formellement, un certain nombre de points en eux-mêmes très justes, mais où les considérations fondamentales sont mélangées avec celles de moindre importance et où un certain nombre de questions décisives ne sont pas tranchées, de sorte que tout le monde puisse y trouver son compte...

Par exemple, le texte affirme à juste titre qu'« *une domination de classe ne peut pas être éliminée par voie de réformes* », qu'« *il faudra une révolution sociale pour abattre le capitalisme* » et notamment « *renverser l'État et les institutions* », qui sont « *une machine rodée à la défense des intérêts de la bourgeoisie* ». Mais nulle part n'apparaissent clairement les corollaires logiques de ces postulats : la perspective finale du communisme (société sans classes et sans État) et les voies pour y parvenir (rien n'est dit de concret sur la conquête du pouvoir par les travailleurs, ni sur le pouvoir des travailleurs, à part qu'il sera « démocratique »). Or la nature a horreur du vide : si nous n'avons pas de projet révolutionnaire clair, nous ne pouvons aller jusqu'au bout du combat contre le capitalisme et l'État bourgeois. Cela conduit donc inévitablement à garder dans un tiroir les axes les plus radicaux des principes fondateurs au lieu de les défendre ouvertement dans la presse, dans nos tracts et dans les réunions du parti pour en convaincre les travailleurs. De fait, depuis seize mois, on n'a plus beaucoup entendu les dirigeants de notre parti parler de ces objectifs. Or de deux choses l'une : soit on ne croit pas à ces objectifs, et alors il faut les enlever de nos principes fondateurs, soit ils sont indispensables pour construire le parti et dans ce cas il faut les défendre centralement et lier systématiquement le combat pour les revendications immédiates avec cette perspective.

En effet, il nous semble qu'une des tâches centrales du NPA doit être de porter cette perspective, non pas que nous attendions le « grand soir » pour demain matin, mais parce que, s'il est vrai qu'on ne peut décréter le réveil de la conscience révolutionnaire du prolétariat, l'horizon du socialisme peut accompagner ce réveil en aidant à en préciser les idées et à en cerner les buts.

Sur l'orientation actuelle du NPA

Négliger de défendre clairement la perspective de la révolution, c'est nécessairement dériver vers l'électoralisme, puis vers le réformisme. C'est ce qu'a montré cette année la politique d'alliances électorales avec les réformistes en abandonnant le plus souvent le programme du NPA, pour se rallier à celui du PG, voire du PCF — incluant même dans certains cas, rappelons-le, les subventions aux entreprises privées. Mais la position assumée de nos camarades de la position C est loin d'être la seule à combattre si nous voulons construire un NPA révolutionnaire. Les tenants de cette position ont d'ailleurs au moins le mérite de revendiquer leur politique de façon conséquente, en se battant pour une orientation électoraliste et un front systématique avec les réformistes.

Bien moins claire est l'orientation défendue par la majorité de l'ex-position A, qui ne nous convient pas davantage. Prenons pour illustration le texte présenté au dernier CPN, et intitulé « Un second souffle pour le NPA » (1). Celui-ci affirme de façon assez péremptoire que le NPA a été fondé parce que les « *modèles révolutionnaires du XIXe et du XXe siècles (...) aujourd'hui ne sont plus opératoires* » et que, en particulier, « *un processus de transformation révolutionnaire d'une société capitaliste comme la société française ne ressemblera pas à la révolution russe mais sans doute pas non plus à un mai 68 qui irait "jusqu'au bout"* ». Faut-il en conclure que la « transformation révolutionnaire de la société » ne se fera ni par une insurrection armée s'appuyant sur l'auto-organisation des masses (soviets), ni par une grève générale permettant de renverser le gouvernement et de mettre en place un gouvernement des travailleurs ?

Mais alors, où veut nous conduire la majorité de la direction ? Il s'agit, nous dit-on, de « *défendre la perspective d'un gouvernement en faveur de la population s'appuyant sur la mobilisation populaire* » — en d'autres termes d'un gouvernement qui ne serait pas incompatible avec les institutions actuelles (le texte ne les met pas en cause) et qui n'aurait aucune délimitation de classe : le texte ne parle pas de gouvernement des travailleurs, évoque la « population » en général et remplace même la notion de lutte des classes par celle, bien plus vague, de « mobilisation populaire » (pourquoi pas des référendums, par exemple ?).

Si nous comprenons qu'il faut s'adresser aux travailleurs avec des termes actuels, qui leur « parlent » et ne revêtent pas un caractère désuet, il ne faudrait pas que la légitime recherche de ce vocabulaire accessible masque un recul dans la conception de l'idéal que nous poursuivons. Cette crainte est malheureusement corroborée par la suite du texte qui, pour ce qui concerne les moyens de parvenir à un tel gouvernement, affirme : « *Contrairement à ce que défendent un certain nombre de camarades dans la dernière période, les élections ne sont pas pour nous qu'une tribune. Il y a un rapport dialectique entre luttes et élections, c'est un des terrains de la lutte des classes, qui matérialise les rapports de force* ». Autrement dit, le « gouvernement au service de la population » que la direction du parti propose au NPA naîtrait de façon combinée des luttes et des élections. Qu'est-ce que cela peut signifier concrètement ?

Toute l'expérience du XXe siècle montre qu'il n'y pas d'intermédiaire entre le soutien à des gouvernements bourgeois et le combat pour un gouvernement des travailleurs eux-mêmes. Les gouvernements de « fronts populaires », comme en 1936 en France ou en 1970 au Chili, arrivés au pouvoir par les urnes sur fond de mobilisations ouvrières, ont en fait servi à canaliser celles-ci dans le cadre de l'ordre capitaliste au moyen de concessions significatives, mais en dupant et en désarmant les masses, ce qui a conduit fatalement la contre-offensive réactionnaire et fasciste. Nous devons aussi nous rappeler que, plus récemment, l'orientation confuse sur la question centrale du gouvernement a conduit des organisations du « Secrétariat unifié de la Quatrième Internationale » (dont l'ex-LCR était la section française) à soutenir des gouvernements bourgeois, comme au Brésil (participation active au gouvernement Lula) et en Italie (soutien au gouvernement Prodi).

Il est clair en tous cas que la voie d'« *un gouvernement en faveur de la population s'appuyant sur la mobilisation populaire* » est contraire à celle du combat pour la « *révolution sociale pour abattre le capitalisme* », pour « *renverser l'État bourgeois* », et que son adoption par le congrès de novembre signifierait que le NPA, au lieu d'être un parti au programme et à la stratégie confus comme aujourd'hui, dériverait encore plus vers le réformisme. Nous sommes donc d'accord sur un point avec les auteurs de ce texte : le choix de l'orientation programmatique et stratégique du NPA est bien l'« *enjeu majeur du congrès* » de novembre prochain, car « *on ne peut construire un parti sans perspective même hypothétique de pouvoir, d'alliance, de program-me* ». Si la politique du NPA était au moins rouge et s'il se battait sérieusement pour la grève générale, nous pourrions même être d'accord avec la majorité de la direction pour dire qu'« *un parti n'est pas un syndicat rouge* » et que « *les luttes, la grève générale, ne sont pas des perspectives politiques en elle mêmes : elles ne disent pas comment les travailleurs, la population prennent le pouvoir* ». De fait, c'est cette question qui n'a pas été tranchée en 68 en France, le PCF, la SFIO et les directions syndicales ayant préféré s'en remettre aux élections organisées par De Gaulle — avec le résultat qu'on sait — plutôt que d'aider les travailleurs à prendre le pouvoir pourtant vacant à l'apogée de la grève générale.

Mais à partir de là notre désaccord avec la majorité de la direction actuelle du NPA (*a fortiori* avec les tenants de l'ex-position C) apparaît dans toute sa netteté et oppose les deux seules orientations sérieuses, mais irréconciliables, entre lesquelles il n'y a de place que pour la confusion : pour ces camarades, il s'agit de mettre en place un « gouvernement au service de la population » en combinant les luttes et les élections ; c'est une position réformiste du type de celle défendue par le PG et ce n'est pas parce qu'on parle de « nouvelle période, nouveau programme » qu'on la rend moins éculée. Pour nous, au contraire, s'il est clair qu'il n'y a pas de « modèles » dans le sens d'abstractions sectaires qu'il s'agirait de reproduire, il y a des principes de classe solides qui se nourrissent des révolutions réelles du passé comme de la réflexion sur leurs limites, notamment la Commune de Paris et la révolution d'Octobre 1917 : il s'agit d'aider les travailleurs, avec un parti révolutionnaire solide, expérimenté et audacieux, à se préparer pour détruire le capitalisme et l'État bourgeois, pour construire leur propre pouvoir par et pour eux-mêmes, sur la base de l'expropriation des capitalistes, de l'auto-organisation des masses (soviets), de leur armement pour empêcher la contre-révolution et du pluripartisme révolutionnaire pour garantir la démocratie ouvrière. De ce point de vue, une grève générale serait sans doute l'une des meilleures occasions pour que se pose concrètement la question du pouvoir en paralysant la société et en fragilisant le pouvoir bourgeois, à condition que l'auto-organisation démocratique des masses crée une situation de double pouvoir et que les

propositions offensives d'un parti révolutionnaire solide et expérimenté permettent aux travailleurs d'aller jusqu'au bout.

Ce sont ces propositions offensives que nous souhaitons voir défendues ouvertement par notre parti, d'autant que les conditions objectives et subjectives décrites plus haut les rendent désormais audibles par le plus grand nombre.

Face à la droite assumée du NPA et à l'orientation pro-réformiste de la direction, il faut rassembler les partisans d'un NPA révolutionnaire sur la base d'un programme alternatif

Il nous semble évident que, pour contrer l'orientation des droitiers assumés du parti et de la direction, on ne saurait se contenter d'un retour aux textes du congrès fondateur, comme le proposent certains de nos camarades de l'ex-position B. Ce serait en effet revenir à une étape complètement dépassée par la réalité et ne pas se hisser à la hauteur des enjeux posés par la direction, dont la politique a conduit à la crise du NPA.

Nous devons donc absolument refonder et clarifier nos axes stratégiques et nos orientations, faute de quoi la crise va s'accroître et nous conduire à une impasse dans laquelle d'autres se sont déjà fourvoyés. En effet, cette crise du NPA n'est pas un cas isolé. C'est l'expression française des limites inhérentes à tout « parti anticapitaliste » construit sans délimitation de classe et sans programme révolutionnaire clair. C'est ce que confirme la crise, à chaque fois après une période d'euphorie plus ou moins brève, de tous les autres partis de ce type qui ont vu le jour et qui ont comme traits communs une orientation électoraliste et opportuniste. C'est le cas de la coalition électorale *Respect* structurée autour du SWP anglais, qui a rapidement explosé, pour ne pas parler du Parti de la refondation communiste en Italie, qui a fini dans le gouvernement Prodi avant de sombrer en perdant tous ses députés. C'est ce que montre aussi la crise actuelle du PSOL brésilien, qui est en train de se déchirer autour de la désignation de son candidat à la présidentielle, avec des accusations réciproques de fraudes et des violences diverses ; or la racine de cette crise, ce sont les forces concurrentes de l'appareil, chacune organisée autour d'un noyau d'élus qui veulent garder leur poste et entendent profiter chacun à sa façon d'un parti qui leur a toujours donné la priorité pour se construire, au détriment de l'intervention dans la lutte des classes.

Enfin, il serait d'autant plus illusoire de vouloir revenir au NPA du congrès fondateur au lieu d'avancer dans la clarification programmatique que la dynamique du processus constituant, portée par le succès de la candidature Besancenot en 2007, ne peut évidemment pas être récréée de la même façon. D'autant moins qu'entre-temps ont émergé la figure de Mélenchon et le Parti de Gauche, qui ont remis en selle le PCF par la création du Front de gauche. De ce point de vue, seule une orientation révolutionnaire peut relancer le NPA comme parti réellement alternatif au réformisme et l'orientation réformiste proposée par la direction transformerait la crise cardiaque actuelle du parti en mort clinique pure et simple. En effet, la place du réformisme est déjà prise, qu'on le veuille ou non, par ceux dont l'histoire pluri-décennale et les moyens matériels assurent qu'ils resteront les plus sérieux à cet égard, c'est-à-dire le PCF, le PG et les directions syndicales. La seule place qui resterait alors pour le NPA serait celle d'un (petit) groupe de pression sur le Front de gauche.

Il faut au contraire que la crise actuelle soit le coup de semonce permettant un sursaut de tous les militants révolutionnaires du NPA et que nous menions désormais tous ensemble le combat pour un NPA véritablement révolutionnaire. De ce point de vue, il ne nous semble pas qu'il suffise de doter le parti d'un « programme d'urgence » — comme le propose l'appel pour la réunion du 23 mai —, sans définir d'abord l'orientation stratégique qui définira l'axe révolutionnaire concret d'un tel programme. Autrement, le risque est, comme le dit à juste titre la majorité de la direction, que nous nous contentions de défendre une orientation para-syndicaliste, certes tournée vers les luttes, mais qui se limiterait à des revendications immédiates en évitant de poser les questions centrales, comme l'expropriation des capitalistes et la conquête du pouvoir politique par les travailleurs auto-organisés.

C'est pourquoi la tendance que nous voulons construire doit se battre pour un NPA qui définisse un projet apte à recréer la conscience de classe et à favoriser l'intervention politique dans toutes les luttes.

Aider le prolétariat à se constituer comme classe révolutionnaire

La disparition de tout projet révolutionnaire a créé une crise de la conscience de classe qui est un obstacle fondamental pour le développement et la politisation des luttes. Aujourd'hui, les travailleurs qui luttent le font

toujours de manière partielle, défensive, sans se considérer comme porteurs d'une alternative sociale et politique radicale. Dès lors, ils subissent le plus souvent des défaites et n'ont réussi jusqu'à présent qu'à ralentir le rythme des attaques de la bourgeoisie.

Les responsabilités de l'extrême gauche

Certes, le poids des conditions objectives a été déterminant : l'offensive mondiale de la bourgeoisie depuis les crises capitalistes des années 1970, sur fond d'un chômage de masse, a réussi à diviser, fragmenter et précariser la classe ouvrière, tout en bouleversant les conditions concrètes de travail pour augmenter le taux d'exploitation. De plus, l'aide des réformistes et des stalinien à cette offensive a été décisive partout dans le monde, car ils ont choisi généralement d'aller jusqu'au bout de leur intégration à l'État ; ils ont provoqué ainsi une crise profonde du mouvement ouvrier lui-même : même si leur politique de collaboration de classe avait déjà nourri cette crise dans la période précédente, c'est plus fondamentalement l'existence même de la classe ouvrière et sa capacité à agir comme sujet indépendant qui ont été remises en cause à une échelle de masse. Enfin, d'un point de vue idéologique, l'offensive néo-libérale s'est nourrie aisément de cette crise du mouvement ouvrier et notamment du discrédit du stalinisme, puis elle a cru triompher lorsque le Mur de Berlin et l'URSS se sont effondrés. Globalement, la majorité de la classe ouvrière a perdu confiance dans ses propres forces et a intériorisé l'idée qu'il ne serait plus possible de changer le monde.

Cependant, il faudra faire aussi le bilan des organisations d'extrême gauche, dont la résistance politique et idéologique n'a été que très partielle. Tout d'abord, et sous prétexte qu'une nouvelle génération de militants est apparue, avec une vraie révolte mais sans fondement idéologique, l'extrême gauche, et tout particulièrement le NPA, a progressivement abandonné les fondements du marxisme alors qu'il aurait fallu aider les différentes expériences à s'en nourrir. C'est donc fort logiquement que d'un point de vue pratique, depuis 1995, l'extrême gauche français n'a pas su s'appuyer sur la combativité d'un certain nombre de secteurs pour aider la classe à reprendre confiance dans ses forces et pour relancer un projet stratégique capable d'armer les travailleurs et les jeunes qui se tournaient vers elle. Pire encore, elle a parfois privilégié la conquête de responsabilités dans les appareils syndicaux, sans que cela exprime toujours le triomphe d'une orientation radicale ratifiée par la base, et elle a été souvent suiviste des orientations proposées par les directions syndicales, qui ont joué un rôle central pour contenir les potentialités explosives des luttes. Enfin, l'extrême gauche s'est souvent contentée de capitaliser électoralement la colère d'une fraction des travailleurs et des jeunes écœurés par le PS et le PCF, avec les bons scores d'Arlette Laguiller en 1995 et 2002, des listes LO-LCR en 1999 et 2004 et d'Olivier Besancenot en 2002 et 2007 ; mais le succès électoral n'est que l'indice d'une sympathie plus ou moins diffuse, il ne saurait justifier ou définir une politique.

La politique proposée par la tendance que nous voulons construire est celle d'une extrême gauche indépendante, qui cherche à construire le rapport de force par la base, en fédérant les travailleurs et les militants les plus révoltés, sans suivisme vis-à-vis des organisations réformistes et en revendiquant le caractère prolétarien de notre parti. Cela ne signifie en aucun cas le refus de tout front unique, comme nous en accuse une partie de nos camarades, mais nous devons refuser toute compromission et tout accord politique avec les réformistes qui nous conduise à un recul idéologique. Mais il s'agit d'affirmer une politique révolutionnaire vis-à-vis des travailleurs car, par delà la crise de la conscience de classe, ils n'ont jamais eu plus de poids social qu'aujourd'hui, occupant massivement une place centrale dans la société. Or les travailleurs ne sont pas de simples victimes souffrantes du système, ni même des sujets de luttes purement revendicatives, mais une classe potentiellement hégémonique, capable de s'émanciper elle-même et de libérer l'ensemble de la société.

Pour une intervention politique active dans les luttes ouvrières

Nous n'en sommes qu'au début du regain des luttes ouvrières. Leur existence même et la radicalité de leurs méthodes ont d'emblée inquiété la bourgeoisie : celle-ci est obligée de faire preuve d'une certaine prudence pourtant contradictoire avec la pression qu'elle subit au moment où la compétitivité de la France est en recul, notamment par rapport à l'Allemagne, tandis que le déficit public explose. Cependant, ces luttes restent isolées les unes des autres et se soldent encore le plus souvent par des défaites. En fait, les luttes ouvrières partent souvent vaincues en se limitant au combat pour de meilleures indemnités, les travailleurs ne se sentant pas capables d'imposer la défense des emplois et estimant plus réaliste de faire payer le patron le plus possible. Or les indemnités ne permettent évidemment pas d'assurer la subsistance des travailleurs sur le long terme, au moment où sévit un chômage de masse, et la fermeture des usines affaiblit le prolétariat. Pourtant, rien n'est fait par les organisations pour aider les travailleurs confrontés aux plans de licenciements à se fédérer et à s'approprier collectivement un programme de lutte à la fois plus avancé et plus efficace.

Les directions syndicales et réformistes refusent de soutenir sérieusement les luttes ouvrières et de les coordonner pour éviter une situation qui leur échapperait. Mais l'extrême gauche elle-même, si elle soutient les luttes, n'y intervient pas toujours avec un programme et des propositions dignes des révolutionnaires.

C'est le cas de LO, pourtant présente dans de nombreuses entreprises grâce à sa volonté parfaitement juste de se construire en priorité dans la classe ouvrière, qui écrit dans l'un des textes de son dernier congrès (décembre 2009) : « *Une véritable lutte contre les fermetures d'entreprises demanderait un haut niveau de conscience et de combativité, car comment empêcher des patrons qui veulent vraiment fermer leurs entreprises de le faire... autrement qu'en se battant pour l'expropriation de ces entreprises et leur gestion sous contrôle ouvrier ? Mais qui oserait prétendre que, dans les circonstances actuelles, c'est à l'ordre du jour ?* » Mais alors, comment accuser les directions syndicales de ne rien faire pour qu'une réponse d'ensemble soit donnée par la classe si l'on n'est pas même prêt à essayer de faire avancer le rapport de force et à vérifier jusqu'où il serait possible d'aller dans une lutte contre une fermeture d'entreprise ? L'argument des circonstances a bon dos : il revient à renoncer à les changer par l'intervention politique, au profit de la passivité économiste, de la routine parasyndicale.

Ce qui a manqué et qui manque cruellement, c'est le combat politique de l'extrême gauche pour la coordination des luttes autour des plus exemplaires et des plus radicales, pour une lutte d'ensemble contre les licenciements qui aurait permis de poser à un niveau global le combat contre le patronat et le refus de payer la crise capitaliste. C'est d'autant plus grave qu'il y a des travailleurs en lutte qui refusent de négocier des indemnités et se battent pour le maintien des emplois, prouvant que ce programme politique correspond à l'état d'esprit d'une partie de l'avant-garde ouvrière actuelle et pourrait donc être étendu à bien d'autres travailleurs. .

Mais la direction du NPA n'a pas pris elle non plus d'initiative politique pour faire avancer et converger les luttes ouvrières et n'a même pas su faire connaître ou montrer en exemple comme il l'aurait fallu des luttes particulièrement importantes et porteuses d'espoir. C'est ainsi qu'au printemps dernier les 120 travailleurs de la fonderie Rencast dans l'Indre (fabricant de pièces pour PSA et Renault) ont fait une grève avec occupation et piquets pendant 18 jours, suivie à 98%, sous la direction d'un syndicat CGT lutte de classe. Or ils ont emporté une victoire totale, imposant l'annulation de la fermeture, zéro licenciement et même le paiement intégral des jours de grève ! Pourtant, si des militants du NPA local, partisans d'une orientation révolutionnaire, ont soutenu activement cette lutte, la direction nationale du NPA n'a rien fait pour la montrer en exemple, même après sa victoire pourtant très rare (au-delà de la publication d'un article factuel dans *Tout est à nous !*, rédigé par un camarade de l'Indre).

De leur côté, les travailleurs de Goodyear Amiens Nord se battent depuis trois ans contre la fermeture de leur usine et les 817 licenciements prévus, refusant d'envisager une quelconque négociation des indemnités. Dirigés par un syndicat CGT lutte de classe, ils combinent les recours judiciaires et les mobilisations (manifestations à Amiens, notamment avec les Conti, jonction avec les travailleurs en lutte de la région, montées à Paris, etc.). Pourtant, la direction nationale du NPA ne semble pas s'intéresser à cette lutte exemplaire, elle n'en parle jamais, elle ne va pas les soutenir à Amiens et n'est même pas présente quand ils montent au siège de Goodyear à Rueil ou au tribunal de Nanterre !

La direction de notre parti a même gardé un silence presque complet durant la lutte très avancée des Philips Dreux, où pourtant un militant du NPA, Manuel Georget (par ailleurs tête de liste départementale aux régionales), jouait un rôle dirigeant à travers un syndicat CGT lutte de classe caractérisé par son refus d'accepter la fermeture de l'usine et de négocier les licenciements. De plus, les travailleurs de cette usine avaient mis en place en janvier, de façon éphémère à cause de la répression patronale, mais exemplaire, un contrôle ouvrier sur la production, expérience sans précédent depuis des années en France et précieuse pour toute la classe ouvrière. La victoire judiciaire contre le lock-out aurait pu relancer la lutte pour le maintien de l'emploi si les dirigeants du syndicat majoritaire FO ne l'avaient trahie en acceptant de négocier des indemnités de licenciements alors même que le plan de fermeture était reconnu comme illégal par le tribunal. Mais il est évident aussi que, si le NPA comme parti avait mis toutes ses forces dans la bataille, en en faisant une affaire nationale — comme l'ont fait les patrons de Philips, la grande presse et le ministre Estrosi lui-même, qui est intervenu directement —, l'issue aurait pu être différente.

Même lorsque des militants du NPA prennent l'initiative exemplaire de coordonner les luttes ouvrières contre les licenciements, comme l'ont fait les camarades de la Meuse avec le Comité de Résistance Ouvrière au printemps dernier, qui a connu un succès significatif, la direction du parti ne s'appuie pas sur cet exemple pour appeler à le reproduire partout en mettant toutes les forces de l'organisation dans la bataille.

Malheureusement, on pourrait multiplier les exemples. Mentionnons simplement pour finir le silence dans lequel, l'année dernière, la direction avait laissé la grève de 60 jours des postiers du 92 contre la restructuration des services (« facteur d'avenir »), pourtant dirigée par des militants du NPA... avec la participation d'Olivier Besancenot lui-même !

En revanche, combien de temps nos directions départementales et surtout nationale ont-elles passé à des réunions entières sur la question électorale entre juin 2009 et mars 2010 ? Ce n'est pas le fruit d'une simple erreur, mais le symptôme d'un profond scepticisme quant à la possibilité d'agir dans la lutte de classe pour changer réellement les choses. Ce dont nous avons besoin, ce n'est pas seulement d'un soutien général et en fait dispersé aux luttes, mais d'une intervention pratique qui sache renouer avec les meilleures traditions du mouvement ouvrier. Cela devrait permettre d'aborder toute lutte importante comme une bataille qui fasse progresser l'expérience et la conscience de la classe, tant dans les victoires que dans les défaites « dignes » qui permettent aux travailleurs les plus combattifs de tirer des leçons et d'avancer.

Propositions pour un programme transitoire que pourrait porter un NPA révolutionnaire en vue du renversement du système capitaliste

Pour lutter avec le maximum de conscience, de courage et d'efficacité, les travailleurs ont besoin d'une perspective qui n'hésite pas à mettre en cause ouvertement le système capitaliste, une perspective qui ne soit pas masquée et ne figure pas qu'en filigrane de nos propositions, une perspective qui donne un débouché à notre programme de transition. Ce programme, quant à lui, ne saurait être un livre de recettes dogmatiques, mais il doit être suffisamment concret pour que travailleurs s'en saisissent comme d'un instrument efficace pour leurs luttes immédiates. Il doit donc consister en un système de revendications transitoires dont le sens est de s'attaquer toujours plus résolument et ouvertement à la propriété privée des moyens de production et à l'État bourgeois. Car si le capitalisme n'est pas capable de satisfaire les revendications liées aux maux qu'il engendre lui-même, alors il devient clair qu'il faut le renverser. Les revendications transitoires doivent constituer un lien entre la défense des intérêts immédiats fondamentaux des travailleurs et la nécessité, pour les garantir, de détruire l'État bourgeois. Il s'agit en effet de construire une société communiste, sans classes et sans État, égalitaire et libertaire, condition pour l'émancipation de tous les êtres humains.

Ce programme doit viser avant tout à unifier l'ensemble de la classe ouvrière, les hommes et les femmes, les travailleurs en CDI comme ceux en CDD, précaires ou intérimaires, les travailleurs ayant un emploi comme ceux qui en sont privés — notamment les jeunes issus des quartiers populaires —, les travailleurs français et étrangers, qu'ils aient ou non des papiers. Contre toute tentation corporatiste, il est nécessaire de se battre pour l'extension des revendications des secteurs en lutte aux salariés les plus exploités et précarisés qui souvent travaillent aux côtés des secteurs mobilisés.

La criminalisation et la surexploitation des travailleurs sans-papiers doivent être combattues par tous les travailleurs en France. La régularisation immédiate de tous les sans-papiers, l'égalité des droits politiques, sociaux et démocratiques, à commencer par le droit de vote et d'éligibilité à toutes les élections, voilà des revendications qui devraient être centrales pour le mouvement ouvrier. Il faut combattre de ce point de vue l'orientation de la direction CGT qui refuse d'exiger la régularisation de tous les sans-papiers, conduit dans l'impasse la grève des travailleurs sans-papiers en acceptant la logique des « critères de régularisation » et en refusant son extension et avait même fait évacuer par la force l'occupation légitime de la Bourse du travail par des sans-papiers qui lui demandaient de se battre pour la régularisation de tous. Il ne faut pas oublier non plus d'exiger l'égalité salariale de branche pour les travailleurs sans-papiers auprès des patrons « gentils » qui appuient les demandes de régularisation de leurs exploités. Cela implique aussi de lutter pour des conditions de vie dignes pour les travailleurs immigrés, avec ou sans-papiers, qui sont souvent victimes des marchands de sommeil, alliés des patrons les plus négriers.

La surexploitation des femmes doit aussi être un axe d'intervention principal dans notre combat. Si d'un côté les femmes sont entrées massivement sur le marché du travail, la division sexuelle des métiers reste très marquée et les femmes — notamment les immigrées avec ou sans papiers — sont majoritaires dans les emplois sous-qualifiés, précaires et à temps partiel imposé. Le patronat joue sur cette division qui lui permet d'avoir une main-d'œuvre particulièrement précaire et corvéable. Les femmes subissent aussi une situation d'inégalité sur le plan des tâches domestiques : en moyenne, pour un couple où les deux partenaires travaillent à temps complet, elles fournissent près de quatre heures de travail contre deux heures et quart pour les hommes. La lutte pour l'égalité homme-femme dans le travail, pour la mise en place de structures

telles que des restaurants collectifs, l'ouverture massive de crèches, permettra d'inclure davantage de travailleuses dans notre combat.

Le non-renouvellement des CDD est un instrument de licenciement. Le patronat s'en sert pour ajuster ses coûts de production aux dépens de la vie même des travailleurs. Tous les travailleurs savent que c'est à eux de former les CDD ou les intérimaires quand ils arrivent, et ce sans aucune contrepartie, mais que c'est aussi à eux de couvrir les postes laissés vacants lorsqu'ils repartent. C'est en ce sens que la lutte contre les licenciements des précaires et des intérimaires et la transformation de leurs contrats en CDI est primordiale pour l'ensemble des travailleurs. Cela implique également d'organiser les précaires et les intérimaires au sein du syndicat de l'entreprise où ils travaillent. Le moyen le plus efficace pour organiser l'unité de classe entre travailleurs en CDI, en CDD, précaires et intérimaires, est de mener les luttes ensemble par l'auto-organisation (AG, comités de grève et de lutte...).

Le patronat utilise la menace du chômage pour faire pression sur les travailleurs. Mieux vaut avoir un emploi, même dans les pires conditions, que ne pas en avoir du tout, surtout lorsque les attaques contre les droits des travailleurs au chômage se multiplient et que la crise économique continue à faire des ravages. Afin d'en finir avec ce mécanisme pervers, nous devons lutter pour imposer le partage des heures de travail avec réduction de la semaine de travail sans réduction de salaire ni flexibilité, et ce jusqu'à la résorption complète du chômage. Par ailleurs, il faut combattre pour que toutes les organisations syndicales du mouvement ouvrier organisent les travailleurs privés d'emploi au côté des travailleurs actifs.

Face à l'augmentation du nombre de fermetures d'entreprises, nous devons nous battre non pour de meilleures indemnités de licenciements, mais pour le droit au travail : zéro licenciement, car ce n'est pas aux travailleurs de payer la crise ! Si les patrons disent ne pas pouvoir maintenir l'emploi dans les boîtes, revendiquons leur expropriation et leur nationalisation sous gestion ouvrière. Loin d'être une utopie dans le contexte actuel ou d'un retour aux nationalisations bourgeoises comme en a connu le pays dans le passé, il s'agit de la seule réponse concrète à la crise, l'unique solution pour maintenir les postes de travail, le salaire, et en finir avec le despotisme patronal dans les entreprises. En Argentine les ouvriers céramistes de l'usine Zanon dans le Sud du pays ont démontré qu'il était possible d'occuper, de produire sans patron ni chefs et de lutter pour l'expropriation de l'ex-patron par l'État.

Face à la crise financière et à la dette publique, qui n'est pas celle des travailleurs mais s'explique par tous les cadeaux faits aux banques, aux patrons et aux riches, nous nous battons pour la répudiation de la « dette », pour l'expropriation des banques sans indemnités ni rachat et pour la constitution d'une banque nationale unique permettant un système de crédit à bon marché pour celles et ceux qui vivent de leur travail.

Contre la hausse du coût de la vie, nous devons réclamer une augmentation immédiate de 300 euros pour tous, y compris les travailleurs privés d'emploi, et un SMIC d'au moins 1600 euros nets. Il n'est pas tolérable que le nombre des travailleurs pauvres continue à augmenter et que des millions aient du mal à arriver à la fin de mois. On ne peut pas non plus permettre que le gouvernement et le patronat continuent à avancer dans la dégradation de nos retraites et pensions qui constituent une part de salaire socialisé.

Où faudrait-il prendre l'argent pour garantir le droit au travail et à une existence digne pour tous et toutes ? Dans les profits capitalistes. Si les patrons veulent nous faire croire que les caisses sont vides, alors il faut qu'ils le démontrent en ouvrant les livres de compte des entreprises. Même s'ils arrivaient d'ailleurs à prouver qu'ils ne font aucun bénéfice actuellement, ce qui est loin d'être le cas dans la majorité des grosses entreprises, nous serions en mesure de démontrer qu'ils ont amassé des millions voire des milliards au cours des dernières années grâce à notre travail et qu'ils ont souvent organisé leur déficit.

Face à la contre-réforme majeure qu'est en train de concocter le gouvernement et qui constitue le dossier central de l'actualité sociale, nous devons exiger le maintien des acquis et la reconquête de ceux qui nous ont été arrachés : aucun recul de l'âge de départ à la retraite ! Non à la hausse du nombre d'annuités ! Abrogation des décrets Balladur de 1993 et des lois Fillon de 2003 et 2007, pour la retraite après 37,5 annuités de cotisations pour tous, intégrant les années d'études et de chômage, calculée sur la base de 75% du salaire des 6 meilleurs mois pour tous. Nous devons donc dénoncer et combattre systématiquement et frontalement (et non ponctuellement et timidement, comme le fait la direction du NPA) la collaboration des directions syndicales qui négocient avec Sarkozy, temporisent et refusent d'engager un mouvement d'ensemble avec l'objectif de la grève générale comme seul moyen de gagner — qui ne se décrète certes pas, mais se prépare. Nous devons également critiquer ouvertement l'appel ATTAC/Copernic face auquel la

direction du NPA se montre suiviste alors que, au-delà de sa dénonciation du projet de Sarkozy, ne contient aucune revendication et ne propose aucune perspective de lutte, risquant de limiter les collectifs unitaires à des coquilles vides. La seule façon de réaliser l'unité des travailleurs et des organisations sur la base des revendications et dans une perspective de lutte, c'est d'aider les travailleurs à s'auto-organiser par des collectifs dont ils définissent eux-mêmes souverainement le cadre et les objectifs et où nous devons tout faire pour aller le plus loin possible, en luttant politiquement contre les réformistes dans le cadre du nécessaire front unique.

Enfin, les révolutionnaires sont au premier rang pour défendre les libertés démocratiques. C'est le cas notamment dans le combat contre les lois sécuritaires et liberticides, contre la politique de stigmatisation des immigrés et des jeunes des quartiers populaires, contre la criminalisation des actions militantes. Nous défendons aussi la laïcité, conquête démocratique de la bourgeoisie française dans sa phase progressiste dont les acquis ont été défendus par la classe ouvrière, les enseignants et la jeunesse, contre cette même bourgeoisie dans sa phase impérialiste. La bourgeoisie et son gouvernement ne font référence à la laïcité, qu'ils piétinent quotidiennement, que pour monter des campagnes de stigmatisation raciste vis-à-vis des immigrés. En même temps, ils continuent de financer les écoles privées majoritairement confessionnelles, maintiennent le statut d'Alsace Moselle, proclament la supériorité du curé sur l'instituteur, tolèrent les aumôneries dans les collèges et les lycées, les chapelles dans les hôpitaux publics. Les révolutionnaires doivent s'opposer aux lois racistes et, en même temps, combattre pour le respect des acquis progressistes de la laïcité.

Contre « notre » propre État impérialiste, pour l'internationalisme prolétarien et le soutien à la résistance des peuples opprimés

Être internationaliste aujourd'hui dans l'Hexagone veut avant tout dire se poser en rupture par rapport à l'impérialisme français et à sa République, entendue comme fiction, qui prône la Liberté, l'Égalité, la Fraternité et la Laïcité pour mieux continuer à garantir, sur le territoire national et dans l'arrière cour semi-coloniale, les affaires de la bourgeoisie et l'asservissement des peuples.

La lutte contre l'impérialisme est une tâche prioritaire des révolutionnaires, en particulier contre notre propre impérialisme. Nous devons soutenir partout la mobilisation des masses contre l'impérialisme, y compris leur résistance armée. Tous les coups qu'elles portent à l'impérialisme sont des actes légitimes du point de vue du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et, en entravant ou affaiblissant les puissances néo-coloniales, ils permettent en outre de favoriser la lutte des classes dans les pays impérialistes eux-mêmes. Ce soutien à la résistance des masses ne veut pas dire que les révolutionnaires apportent un quelconque soutien au programme et à la stratégie des organisations nationalistes bourgeoises et petites-bourgeoises. On ne peut qualifier de « résistance » tout ce qui porte un fusil et, en particulier, des organisations comme Al Qaïda qui a été propulsée par l'impérialisme américain (Opération Cyclone de Jimmy Carter en 1979). Dans la lutte anti-impérialiste, il ne faut pas perdre la boussole de classe comme l'ont fait tous ceux qui se sont couchés devant les directions nationalistes, par exemple le parti stalinien Toudeh devant Khomeiny en Iran, avec à la clé la liquidation de milliers de militants du mouvement ouvrier. C'est ainsi que :

- Nous soutenons le peuple vénézuélien contre toute attaque directe ou indirecte de l'impérialisme, nous combattons tout putsch contre Chavez fomenté par l'impérialisme, mais nous n'apportons aucun soutien à la politique bourgeoise de Chavez, qui fait obstacle au combat révolutionnaires des masses et tente de se subordonner le mouvement ouvrier.
- Nous soutenons la lutte du peuple palestinien contre l'État raciste d'Israël, pour ses droits nationaux, pour le droit au retour et pour un seul État démocratique et socialiste sur l'ensemble du territoire de la Palestine historique. Dans ce cadre, nous prenons clairement position contre l'assassinat d'élus du Hamas, leur enlèvement et leur emprisonnement par Israël. Mais nous n'apportons aucun soutien au Hamas en tant que parti réactionnaire qui maintient la propriété privée, opprime les masses palestiniennes en s'appuyant sur la charria, interdit les enseignants masculins dans les écoles de filles, oblige les femmes à se baigner habillées et organise des mariages forcés.
- Nous soutenons la résistance du peuple irakien, y compris militaire, contre l'impérialisme qui occupe son territoire et qui l'opprime, mais nous combattons ceux qui, au nom de l'islam radical et de la charria, s'attaquent aux syndicats et aux partis ouvriers, tentent de briser les grèves les armes à la main, assassinent les étudiants et terrorisent les femmes. Ce sont les ennemis jurés de la classe ouvrière et de son émancipation.
- De manière générale, nous soutenons la résistance des masses contre les armées et les représentants de l'impérialisme et du sionisme en Palestine, en Irak, en Afghanistan, au Liban, etc.,

même lorsque, en l'absence de directions progressistes, elles utilisent les moyens militaires d'organisations bourgeoises ou petites-bourgeoises, laïques ou religieuses. Mais nous nous opposons à la stratégie des attentats aveugles contre les populations civiles, qui conduisent à solidariser celles-ci avec leur gouvernement au lieu de les faire rompre avec lui et dont l'impérialisme se sert pour justifier sa présence.

Enfin, au moment où le gouvernement nationaliste-bourgeois de Hugo Chávez au Venezuela lance son projet d'une prétendue Ve Internationale aux contours politiques flous et au contenu interclassiste, il nous faut défendre au contraire la nécessité de l'Internationale ouvrière révolutionnaire qui fait cruellement défaut aujourd'hui et qui chercherait à se lier à l'avant-garde du prolétariat en lutte contre les effets de la crise mondiale. Qu'on imagine à quel point la situation actuelle serait différente si les travailleurs disposaient d'une Internationale capable d'appeler tous les travailleurs d'Europe et du monde à la lutte commune et simultanée contre les plans de destruction de tous les acquis sociaux, pour un programme de transition révolutionnaire ! Il faudra donc ouvrir la discussion, au sein de la Tendance révolutionnaire du NPA, sur la délimitation, les références et le programme de cette Internationale que nous voulons. Dans ce cadre, nous discuterons en particulier du programme historique de la Quatrième Internationale et du bilan des organisations qui en sont issues.

Conclusion

La présente contribution pour la réunion nationale de la position B du 23 mai est soumise au débat parmi d'autres. Ses signataires espèrent qu'elle pourra contribuer à l'élaboration d'une plate-forme commune des partisans d'un NPA révolutionnaire pour le congrès, porteuse d'une alternative programmatique et stratégique radicale à l'orientation défendue par les dirigeants des ex-positions A et C. Nous pensons que cette plate-forme commune doit être portée immédiatement par une véritable Tendance révolutionnaire, qui soit clairement délimitée afin de peser efficacement sur les orientations du NPA. Nous avons en effet besoin d'une force organisée pour convaincre et rassembler un maximum de camarades du parti, pour que nos propres discussions puissent désormais avoir lieu régulièrement et s'approfondir et enfin pour proposer à nos comités, partout où c'est possible, de prendre des initiatives pratiques dans la lutte de classe immédiate, prouvant que nos propositions ne sont pas seulement justes en théorie, mais aussi réalistes et efficaces.

Texte signé par 62 camarades du NPA, dont ceux de la Tendance CLAIRE

1) Texte présenté au CPN des 27-28 mars par F. Borrás, M. Duboz, C. Faivre, P.-F. Grond, I. Hayes, A. Leclerc, G. Liegard, M. Martin et C. Wawrzyniak, membres du CE. C'est le texte le plus élaboré au sein de la direction. Un second texte de partisans de l'ex-position A, « Le NPA dans les régionales : un message brouillé, une campagne compliquée », critique la façon dont ont été menées les discussions avec le PC et le PG et insiste sur la construction du parti à la base, mais il ne propose pas d'orientation réellement différente. Par ailleurs, la sensibilité du bulletin *Débat révolutionnaire*, partie intégrante de la direction et de l'ex-position A, font quelques propositions sur la « gauche », parfois contradictoires avec le noyau de l'orientation majoritaire, mais sans remettre en cause celui-ci.

Contribution de la Tendance CLAIRE du NPA après la réunion de 350 partisans de l'ex-position B le 23 mai. Poursuivons les discussions communes pour une plate-forme de congrès radicalement alternative à celle de la direction. Avançons en même temps vers une tendance révolutionnaire du NPA avec tous les camarades qui en sont d'accord !

Par Tendance CLAIRE (27 mai 2010)

350 camarades ont participé à la réunion nationale de l'ex-position B le 23 mai à Paris. Cette forte participation, en plein week-end de Pentecôte et sachant qu'il s'agissait d'une réunion entièrement autofinancée, montre le besoin de discussions collectives et la volonté de construire pour le NPA une orientation radicalement alternative à celle mise en œuvre par la direction. Pour notre part, nous demandons une telle réunion depuis plus de six mois, regrettant que la politique défendue par les camarades de l'ex-position B au CPN soit définie par eux seuls, sans discussion à la base, et qu'elle n'aille pas jusqu'au bout

du combat pour un NPA révolutionnaire. Nous nous réjouissons donc vivement du succès de cette première rencontre, qui a permis aux militants de commencer à mieux se connaître.

Cela a été une première occasion pour échanger, confronter les analyses et les propositions entre militants aux parcours et aux sensibilités différentes : courant officieux des dirigeants du 92 Nord (ancienne gauche de la majorité de l'ex-LCR) et de la majorité du secteur jeune (ex-JCR), militants issus du courant Démocratie révolutionnaire de l'ex-LCR, Fraction L'Étincelle issue de LO, courant Gauche révolutionnaire, secteur automobile du NPA, représentants des comités de Mulhouse, de la Meuse et de la Franche-Comté appelant les uns et les autres à une Tendance révolutionnaire dans le NPA, courant La Commune, groupe des militants issus du Comité de Stéphane Just (ex-OCI), Contribution des 62 pour une Tendance révolutionnaire incluant les militants de la Tendance CLAIRE... Il nous semble particulièrement important de lever les a priori qui peuvent exister et de savoir faire de cette diversité une richesse pour essayer d'avancer ensemble vers l'élaboration d'une orientation révolutionnaire pour le NPA. Cela implique d'acter à chaque étape les points d'accord et de poursuivre les discussions sur les points en débat.

Une discussion riche, qui a fait apparaître à la fois des préoccupations communes et des différences

Sur la situation politique et l'orientation immédiate du NPA

En ce qui concerne le premier point à l'ordre du jour, la situation politique et les campagnes à proposer au NPA, deux thèmes ont dominé. **Beaucoup d'intervenants ont évoqué la crise en Grèce, manifestation la plus aiguë de la crise mondiale du capitalisme**, qui est en même temps la pointe la plus avancée de l'offensive bourgeoise pour faire payer la crise aux travailleurs et de la résistance de ceux-ci, qui cherche la voie d'une radicalisation (grèves et manifestations du 5 et du 20 mai, rassemblements contre le Parlement, affrontements avec la police). On a remarqué notamment la proposition d'une campagne de solidarité internationaliste avec le peuple grec, articulée au combat contre notre propre gouvernement, qui nous prépare une cure d'austérité préventive. **La question de la lutte en France pour la défense des retraites a également été centrale**. Plusieurs intervenants ont défendu l'idée qu'il fallait s'investir avant tout dans les « collectifs unitaires » regroupant les organisations syndicales et politiques, généralement sur la base de l'appel ATTAC/Copernic, mais en les concevant comme outils de mobilisation. D'autres, en revanche, ont souligné à juste titre la nécessité de se battre pour mettre sur pied des collectifs de mobilisation qui définissent eux-mêmes leurs revendications, les plus avancées possible, tout en dénonçant centralement les directions syndicales qui « négocient » avec le gouvernement, l'exigence qu'elles rompent ce « dialogue social » étant alors une condition pour réaliser un véritable front unique ouvrier. En ce sens, il se confirme que le combat plus général pour un courant lutte de classe et anti-bureaucratique dans les syndicats est crucial, comme l'ont souligné quelques intervenants. Il nous semble cependant que la discussion aurait pu être davantage préparée à l'avance pour voir s'il était possible de sortir de la réunion avec une orientation à proposer à tout le NPA, afin de mener de façon révolutionnaire le combat central contre la réforme des retraites de Sarkozy-Fillon. Car, si nous croyons essentiel de mener la lutte politique pour une stratégie et un programme révolutionnaires, il nous semble tout aussi important de montrer concrètement ce que cela implique pour l'orientation immédiate du parti.

Sur le bilan du NPA depuis sa fondation

Le second point à l'ordre du jour, consacré au bilan du NPA, a fait apparaître des différences d'appréciation. **Pour certains camarades, notamment les représentants de la position B au CPN, la dérive de la direction aurait commencé en juin 2009, au moment de l'ouverture des discussions électorales avec le PC et le PG. D'autres, dont nous faisons partie, pensent que les « principes fondateurs » sont eux-mêmes ambigus et que les résolutions adoptées par le congrès étaient erronées**. Sans pouvoir épuiser ici cette discussion, rappelons quelques arguments :

- La résolution sur les élections européennes adoptée par le congrès disait : « *Le congrès fondateur du NPA est favorable à un accord durable de toutes les forces qui se réclament de l'anticapitalisme. (...) Le NPA entend agir comme force d'unité et est prêt, de façon publique, à en explorer immédiatement et sans exclusive les voies, y compris pour les élections européennes, en particulier avec les forces avec lesquelles nous avons mené campagne aux dernières élections municipales.* » C'était indiscutablement ouvrir la porte à des discussions et à un accord avec des partis « qui se réclament de l'anticapitalisme » sans être anticapitalistes, comme le PG et le PCF. La principale condition posée était non seulement que cet accord concerne les luttes et les élections,

mais aussi qu'il soit « durable », c'est-à-dire qu'il englobe les européennes de 2009 et les régionales de 2010.

- **Les principes fondateurs sont manifestement ambigus.** En particulier, s'ils contiennent des formules tout à fait justes disant que, pour renverser, le système il faudra une révolution, ils ne sont pas organisés autour de l'objectif que nous poursuivons : la conquête du pouvoir par les travailleurs, la république des conseils, ouvrant la voie vers l'expropriation du capital et le socialisme, par l'extension internationale de la révolution.
- Des camarades représentant l'ex-position B au CPN ont soutenu que les militants souhaitant trancher dans un sens révolutionnaire les principes fondateurs se mettraient de fait en dehors du cadre du NPA. Pourtant, **il est du droit de tout militant de vouloir modifier le programme du parti dans le sens qui lui semble juste.** Les dirigeants de la position C et une majorité de ceux de la position A ne se privent d'ailleurs pas de le faire, proposant de modifier les principes fondateurs dans un sens réformiste. C'est pourquoi il est à la fois juste et nécessaire de mener la discussion de fond.
- On a aussi entendu dire que seuls des principes fondateurs ambigus pouvaient permettre un parti large. C'est à notre avis une **confusion entre le programme du parti et ceux auxquels il s'adresse.** Il faut chercher à toucher largement tous les travailleurs, chômeurs, jeunes, révoltés par le capitalisme, mais cela n'implique pas qu'il faille le faire au détriment d'une stratégie claire, ni qu'on le fera plus facilement dans la confusion, bien au contraire. D'ailleurs, cet argument, déjà erroné selon nous au moment du congrès fondateur, se voulait en tout cas *provisoire* : l'ambiguïté était censée tenir compte du manque de formation et d'expérience des milliers de « primo-militants », mais tout le monde s'accordait pour dire que la discussion programmatique n'était pas close. Le texte des « principes fondateurs » reconnaît lui-même, dans son introduction, qu'il contient des « *forces et des faiblesses* » et que « *ce n'est pas un programme complet, détaillé, un "manifeste"* ». Or, seize mois après, dans une situation de crise du parti et de nombreuses démissions, il est crucial de revenir sur ces manques et ces faiblesses programmatiques et stratégiques, d'approfondir les discussions pour relancer le NPA.
- De ce point de vue, il nous apparaît important d'étudier l'expérience et **de tirer collective-ment le bilan politique de tous les « partis anticapitalistes larges » formés dans différents pays,** comme la coalition *Respect* en Angleterre, le PSOL au Brésil ou encore le Bloc de Gauche au Portugal. Relevons en particulier que les députés de ce dernier viennent de voter le 7 mai au Parlement le plan de « soutien » à la Grèce présenté par le gouvernement, donc les mesures d'austérité terribles pour le prolétariat grec, sous prétexte d'éviter la faillite de la Grèce. C'est un argument qui ressemble malheureusement beaucoup à celui de Papandreou et des bu-reaucrates syndicaux grecs pour faire accepter ces mesures aux travailleurs. En France, même le PC et le PG n'ont pas osé voter avec l'UMP et le PS pour ce prétendu plan de sauvetage, bien qu'ils en aient approuvé le principe !

Il y a eu moins d'interventions pour discuter le bilan de la politique menée par la direction actuelle du NPA dans la lutte des classes. Cela nous a semblé dommage car c'est bien en vue de cette intervention que nous construisons notre parti. Peu de camarades ont cherché à répondre au problème soulevé par Manu Georget, qui a souligné le peu de soutien du NPA national à la lutte pourtant exemplaire des Philips Dreux. Plus généralement, il a été peu question de la faiblesse de l'intervention du NPA national dans une séquence de la lutte des classes pourtant particulièrement riche depuis janvier 2009, marquée par la grève générale aux Antilles, les journées d'action puissantes, les grèves ouvrières en France, nombreuses et radicalisées dans leurs méthodes, etc. Cela a été à notre avis une faiblesse de la réunion, d'autant plus surprenante que nombre de camarades ont insisté sur l'importance de la pratique, en l'opposant parfois de façon bien schématique à la question du programme.

Les dirigeants de l'ex-position B se sont opposés à la volonté de faire des pas significatifs vers une tendance révolutionnaire

Durant l'après-midi, il s'agissait de discuter de la question : « *Quel NPA voulons-nous ?* », puis de la préparation du congrès. **L'échange a fait apparaître là aussi des différences, notamment entre des camarades voulant se battre pour un NPA clairement révolutionnaire, assumant son programme au quotidien dans les luttes, et les partisans d'un parti anticapitaliste large dont l'orientation soit certes indépendante des partis réformistes, axée vers les luttes et plus radicale que celle de la direction actuelle, mais sans pour autant sortir d'une sorte de para-syndicalisme plus ou moins radical.**

Retour au NPA des origines ou avancées vers un NPA révolutionnaire ?

Pour justifier leur refus d'une tendance révolutionnaire, les dirigeants de l'ex-position B ont invoqué deux types d'arguments. Ils ont mis en avant des considérations tactiques. Selon eux, le fait de mettre en place trop tôt une tendance révolutionnaire risquerait de nous couper du parti. Ce souci ne nous semble pas fondé, car il n'y a aucune raison pour qu'une telle tendance ne puisse mener le débat dans tout le parti sur ses propres positions ; **la constitution d'une telle force dans le parti serait au contraire la meilleure façon de convaincre tous ensemble un maximum de camarades en s'adressant à eux en toute clarté.**

Les dirigeants de l'ex-position B ont évidemment déclaré leur refus de s'associer au texte récemment publié par la majorité de la direction (ex-position A s'alliant avec une partie de l'ex-position C), mais ont aussi affirmé leur volonté de chercher des accords avec certains de ses signataires, auteurs de formulations alternatives au sein même de ce texte, sous le forme de « fenêtres » certes plus à gauche, mais non pour autant en rupture avec la logique générale de la direction. Bref, **ils subordonnent leur orientation au principe d'obtenir une majorité au congrès avec des dirigeants qui en partagent une autre pour l'essentiel.**

Ce sera bien sûr l'un des enjeux du congrès d'empêcher que le parti ne devienne réformiste. De ce point de vue, il va de soi qu'il faudra faire des blocs tactiques avec tous ceux qui refusent de s'engager dans cette voie. Mais cela n'implique pas du tout que les révolutionnaires doivent renoncer à défendre leur propre programme et leur propre orientation. **Une majorité solide ne saurait se construire par d'éventuels compromis boiteux, mais se construit par en bas, en convaincant patiemment les camarades du parti.** C'est en opposant à la stratégie réformiste proposée par la majorité de la position A une stratégie révolutionnaire que l'on peut aider le mieux à la clarification du débat et que l'on pourra entraîner des camarades au-delà de la position B. C'est d'autant plus vrai que le développement de la crise laisse de moins en moins de place à une illusoire orientation intermédiaire entre réforme et révolution.

Au lieu de permettre un cadre de discussion unificateur des différentes sensibilités, les organisateurs ont proposé un texte inamendable !

Un texte présenté par ses auteurs comme inamendable

Durant la pause de midi, une commission s'est réunie pour que les organisateurs présentent leur projet de déclaration, qui n'avait pas été envoyé à l'avance, mais distribué seulement le matin aux participants. Quelques camarades ont exprimé leur déception que le texte ne soit pas plus radical, qu'il se contente de revendiquer les principes fondateurs, affirmant que nous aurions « *changé d'orientation en juin 2009* », et qu'il ne mentionne pas l'objectif d'une Tendance révolutionnaire. D'autres se sont opposés expressément à l'objectif d'une telle tendance et demandé qu'on précise que l'objectif était de parvenir à une majorité au congrès pour diriger le parti — ce qui impliquait selon eux de préparer la jonction avec une partie des dirigeants ayant soutenu l'ex-position A. Cela laissait espérer une discussion importante et riche pour l'après-midi... Mais les organisateurs ont alors annoncé un amendement pour inclure d'office la dernière proposition et surtout déclaré que **le texte était de toute façon celui des représentants de l'ex-position B au CPN : il n'était donc amendable que par eux !** Cette annonce anti-démocratique s'est accompagnée de la présentation d'une liste préétablie de camarades appelés à participer à un Comité d'animation provisoire pour assurer la poursuite de l'élaboration après cette journée, notamment en vue des textes de congrès. D'autres camarades ont demandé à intégrer le collectif.

Propositions pour permettre un cadre de discussion réunissant toutes les sensibilités de la position B

Dans la mesure où le texte était présenté comme non amendable, les signataires de la Contribution des 62 pour une Tendance révolutionnaire participant à cette commission ont quant à eux voulu consulter leurs camarades avant de proposer ou non des candidatures pour le Comité d'animation ; ils ont décidé finalement de demander que soient soumis des amendements au texte et par ailleurs, avant la reprise de la séance plénière en début d'après-midi, ils ont transmis deux candidatures (dont celle d'un représentant de la Tendance CLAIRE) à l'un des organisateurs. Durant la discussion de l'après-midi en séance plénière, **un camarade a donc proposé trois amendements au texte pour permettre à tous les participants d'avancer ensemble tout en poursuivant leurs discussions sur les points de désaccord.** Le premier proposait de préciser expressément que l'objectif commun était une « *plate-forme* pour un NPA

révolutionnaire » : même sans trancher immédiatement la question de faire ou non une tendance, cela permettait de fixer clairement l'objectif d'une alternative radicale aux propositions de la direction actuelle. Les deux autres amendements étaient liés : il s'agissait de ne pas diviser les participants sur le passé afin de leur permettre de poursuivre leurs discussions pour le présent et l'avenir ; pour cela, il suffisait tout simplement de retirer la phrase disant que le NPA aurait « *changé d'orientation en juin 2009* » et de remplacer la formulation selon laquelle il s'agirait d'« *affirmer notre projet, celui d'un parti anticapitaliste et révolutionnaire tel qu'on le trouve dans les principes fondateurs* » par l'idée qu'on veut construire le NPA « *en s'appuyant sur les acquis des principes fondateurs et en approfondissant les discussions programmatiques et stratégiques* ». Ces amendements étaient parfaitement acceptables par tous les participants si l'on voulait parvenir à un cadre de discussion satisfaisant, à ce stade, pour toutes les sensibilités.

Refus de ces propositions et fin de la réunion

Enfin, **pour conclure cette journée, les organisateurs ont annoncé la soumission au vote de leur texte, en y intégrant seulement deux amendements : les leurs !** Outre celui déjà mentionné, soulignant leur volonté de constituer une majorité au congrès, ils ont ajouté que la discussion sur la question d'une tendance révolutionnaire avait eu lieu et qu'elle se poursuivrait... Mais, au lieu d'en être co-élaboratrice, la masse des militants rassemblés n'était appelée qu'à avaliser leur texte tout ficelé, comme si la discussion durant toute une journée n'avait servi à rien ! D'autre part, les dirigeants ont présenté la liste des camarades désignés par eux pour participer au comité provisoire d'animation, sans même la soumettre au vote... Or les deux signataires de la Contribution des 62 dont les candidatures avaient été transmises en début d'après-midi n'avaient pas été retenus sur la liste (et étaient les seuls dans ce cas parmi les rares candidats « spontanés »)...

Dans ces conditions, un camarade a demandé la parole : il s'agissait de proposer que les trois amendements présentés en séance plénière (et transmis par écrit à la tribune) soient soumis au vote (sachant qu'aucun autre amendement n'avait été proposé), d'appeler à l'abstention sur le texte s'il n'était pas amendé et de demander l'intégration dans le comité provisoire d'animation des deux représentants de la Contribution des 62. Cela aurait duré deux minutes (d'ailleurs, l'ordre du jour avait été parfaitement respecté et on n'était même pas en retard...). Pourtant, **la tribune a refusé de donner la parole au camarade, en assumant que le texte était inamendable.** Cet acte d'autoritarisme injustifiable a soulevé une vague de protestations et un désordre de plusieurs minutes. La tribune a donné la parole au représentant de la Fraction L'Étincelle qui voulait expliquer pourquoi celle-ci s'abstiendrait sur ce texte, comme c'est parfaitement légitime. Mais, lorsque le représentant de la Tendance CLAIRE a voulu pouvoir au moins, lui aussi, appeler à s'abstenir, la parole lui a de nouveau été refusée ! Quant à la désignation sans vote du comité provisoire d'animation, il a fallu que le camarade Manu de Dreux (l'un des signataires de la Contribution des 62) insiste pour pouvoir faire acte de candidature à condition, a-t-il dit, que toutes les sensibilités soient représentées dans le Comité d'animation et que l'accord avec le texte proposé ne soit pas la condition pour y participer. C'est alors que les organisateurs ont annoncé que celui-ci était ouvert à d'autres camarades que ceux dont ils avaient dressé la liste. Des camarades de la Tendance CLAIRE et de la Contribution des 62, comme les représentants de la Fraction L'Étincelle, ont donc finalement participé à la première réunion de ce comité immédiatement après la séance plénière.

Il est regrettable que les organisateurs n'aient pas voulu parvenir à un texte permettant de rassembler les différentes sensibilités et que la réunion se soit terminée par un épisode fort critiquable du point de vue de la démocratie (1). Cela a suscité une réelle colère chez un certain nombre de camarades, y compris parmi les partisans d'un texte inamendé. Entre les désaccords politiques et le mécontentement concernant les méthodes, il n'est pas étonnant que, **sur 245 présents au moment de l'adoption du texte, seuls 154 aient voté pour (moins de 63%), 10 camarades votant contre, 81 s'abstenant et 2 ne prenant pas part au vote.** Pour gagner la majorité dans le parti, il aurait fallu tout faire pour rassembler toute la base de l'ex-position B tant que les discussions n'ont pas permis de trancher les questions fondamentales. Il faut donc espérer maintenant que les dirigeants de l'ex-position B tireront les leçons du résultat limité du vote en faveur de leur texte et accepteront d'aller jusqu'au bout de la discussion en vue d'une plate-forme révolutionnaire cohérente et conséquente, tout en adoptant désormais des méthodes démocratiques pour la prise de décisions.

Acquis et limites du texte adopté

Si l'on fait abstraction des conditions de son adoption, **le texte adopté contient un grand nombre d'éléments positifs, qui justifiaient qu'on ne vote pas contre lui :**

- Il affirme la nécessité d'un « *outil politique susceptible de rassembler largement les exploités et les opprimés autour d'un programme qui appelle clairement à renverser le système capitaliste, en lien avec les travailleurs du monde entier* » ;
- Il dénonce « *les journées syndicales sans lendemain et la volonté clairement affichée par les directions syndicales de négocier de nouveaux reculs avec le patronat et le gouvernement, notamment sur les retraites* » ;
- Il s'attaque non seulement à « *l'accompagnement et la justification des politiques de rigueur par la social-démocratie* », mais aussi à « *l'incapacité de la prétendue "gauche radicale" à la gauche du Parti socialiste d'appeler à autre chose que la "révolution par les urnes"* ».
- Quant aux perspectives, il appelle à « *faire le lien en permanence entre les aspirations immédiates de la population et la nécessité de renverser le capitalisme en inscrivant toute notre intervention politique dans le cadre d'une démarche transitoire* », il prône l'auto-organisation et affirme qu'il s'agit de « *poser la question du pouvoir des travailleurs et d'une autre société (...), le socialisme* ».
- Il appelle également à « *prendre des initiatives dans les mobilisations, (à) ne pas laisser les élections constituer l'agenda de notre parti, et développer dans celles-ci comme ailleurs une indépendance vis-à-vis de la gauche institutionnelle* ».
- Il appelle enfin à construire la parti « *par en bas, en direction des entreprises, des quartiers populaires et de la jeunesse* ».

Cependant, le texte contient aussi des faiblesses importantes. Outre l'affirmation d'un prétendu « changement » de politique en juin 2009 et la revendication des principes fondateurs comme socle intangible du NPA, qui le rendaient inacceptable selon nous, c'est un texte qui reste confus par plusieurs aspects

- Il ne parle pas de la *centralité du prolétariat* (la classe ouvrière, la classe des travailleurs salariés et exploités) et ne dit pas que notre parti doit avant tout l'aider à se constituer comme classe révolutionnaire consciente ; il emploie en revanche les notions floues de « population », de « classes populaires » et de « parti large », qui sont privilégiées par la direction du NPA dans le cadre de sa politique confuse. En ce qui concerne la « démarche transitoire », si elle permet aux auteurs du texte de dépasser les ambiguïtés réformistes du « plan d'urgence » qu'ils préconisaient jusqu'à présent (dans la continuité de l'ex-LCR), elle ne débouche pas encore clairement sur un véritable *programme de transition* révolutionnaire, car elle n'est pas suffisamment articulée avec le combat pour la conquête du pouvoir par les travailleurs. Celle-ci est certes présente dans le texte, mais pas assez centralement : elle apparaît plutôt comme une *possibilité* naissant des « étapes de la lutte » que comme une *nécessité* pour satisfaire les aspirations et revendications immédiates, devant dès lors être défendue de façon systématique et non seulement épisodique.
- Corrélativement, si l'État est défini comme « *fondamentalement un instrument de domination entre les mains de la bourgeoisie* », il est très insuffisant de lui opposer seulement de « *nouvelles formes de pouvoir que les travailleurs feront surgir dans les luttes elles-mêmes, en rupture et en opposition avec l'État* » (ou « en rupture avec les institutions », comme dit le texte plus loin). En effet, si de telles « formes de pouvoir » apparaissent (comités d'usine, comité central de la grève générale, communes, soviets...), créant une situation de double pouvoir, il ne s'agira pas seulement de « s'opposer » à l'État bourgeois, mais de le *détruire* et de *construire* sur la base des « nouvelles formes de pouvoir » un État révolutionnaire, celui des travailleurs eux-mêmes.
- En ce qui concerne l'intervention dans les luttes, la tactique du front unique ouvrier n'est pas clairement proposée : si le texte qu'il faut « *contribuer à rassembler le monde du travail* », il préconise pour cela de « *s'adresser aux milieux que les directions syndicales et politique de la gauche continuent d'influencer en s'appuyant sur les évolutions de conscience des travailleurs eux-mêmes comme levier politique* ». Autrement dit, il propose de *contourner* l'obstacle central des directions syndicales et réformistes au lieu de *mettre au centre le combat contre elles*, qui suppose la combinaison de la dénonciation concrète de leur politique, étape par étape, et de l'exigence qu'elles en changent. En effet, pour convaincre les travailleurs qu'elles influencent, il faut leur proposer de se battre ensemble pour des mots d'ordre et des actions qu'ils attendent eux-mêmes de leurs organisations (revendications claires, refus des « concertations » avec le gouvernement,

méthodes de lutte efficaces). C'est la seule façon de leur faire comprendre jusqu'au bout que les directions sont des obstacles.

Conclusion : les discussions communes doivent se poursuivre... mais les partisans d'une tendance révolutionnaire n'attendent pas

Avec les nouveaux développements de la crise en Europe et les effets qu'elle ne manquera pas de produire dans le sens d'une intensification de la lutte des classes, comme on le voit en Grèce, il est vital d'**avancer maintenant beaucoup plus profondément et plus vite dans la discussion fondamentale sur la nature et le programme du NPA révolutionnaire** dont la classe ouvrière a besoin pour combattre et pour vaincre.

Poursuivre et approfondir les discussions au sein de l'ex-position B

Si les discussions de fond ont (enfin !) pu commencer le 23, elles ne pouvaient se conclure en une seule journée. **Nous espérons que le Comité d'animation provisoire, auquel les signataires de la Contribution des 62 participeront activement, permettra d'avancer dans la clarification d'un maximum de questions et dans l'adoption d'orientations les plus avancées possible, pour une plateforme radicalement alternative à celle de la direction du parti.** Mais en même temps, face au refus des dirigeants de l'ex-position B d'aller vers une tendance révolutionnaire (dû aux limites de leurs conceptions politiques, clairement perceptibles dans leur texte, mais aussi à des espoirs ou calculs concernant certains membres de la direction), il est légitime que l'ensemble des camarades qui veulent constituer cette tendance révolutionnaire n'attendent pas. Le combat au sein du NPA, notamment contre les positions de plus en plus droitières de la direction, exige d'aller jusqu'au bout dans l'élaboration d'une orientation révolutionnaire et de la défendre dans tout le parti au moyen d'une force organisée, avec clarté, audace et fermeté. C'est même une nécessité vitale pour que les militants déçus par les résultats de la réunion du 23 mars ne rejoignent pas les rangs de plus en plus nombreux de tous ces ouvriers et ces jeunes qui ont déjà claqué la porte du NPA.

Avancer vers une tendance pour un NPA révolutionnaire

L'appel des camarades de la Meuse pour une tendance révolutionnaire, les réponses favorables qu'ils ont reçues, le vote de l'AG des camarades du Grand-Est pour une tendance révolutionnaire, la contribution de la Fraction L'Étincelle pour la réunion du 23, etc., offrent à la fois les matériaux et les occasions pour nourrir la discussion en vue d'une tendance révolutionnaire du NPA. C'est en ce sens également qu'a été élaborée la Contribution des 62 pour la réunion du 23. Il s'agit maintenant d'**organiser une réunion nationale de tous les camarades partisans d'une tendance (ou d'un courant) révolutionnaire clairement identifiée dans le NPA, pour un NPA révolutionnaire.**

Cette réunion serait organisée de façon intégralement démocratique d'un bout à l'autre et permettrait de poser les premières bases d'une tendance révolutionnaire, en actant après discussion l'ensemble des positions sur lesquelles se dégage un accord large et en ouvrant un débat approfondi sur les éventuels points de divergence, qui se mènerait progressivement sans entraver ce processus de rassemblement urgent et nécessaire.

1) Cette décision des dirigeants de l'ex-position B est d'autant plus regrettable que la commission de médiation du NPA vient d'envoyer aux membres du CPN et du CE une lettre demandant au prochain CPN (celui des 29-30 mai) d'adopter une résolution concernant la Tendance CLAIRE... faute de quoi elle serait obligée de nous accorder un observateur au CPN, en réparation de la faute commise à notre rencontre au moment de l'élection du CPN lors du congrès fondateur (cf. *Au CLAIR de la lute* n° 1, <http://tendanceclaire.npa.free.fr/article.php?id=10>). Alors que la demande d'une telle résolution n'avait pas été réitérée avant le précédent CPN (celui de mars), il s'agit ainsi de remettre à l'ordre du jour une attaque qui, grâce à la campagne démocratique menée en décembre-janvier, et notamment grâce à l'intervention des dirigeants de l'ex-position B au CPN de janvier, n'avait finalement pas eu de suites. Relancer cette attaque aujourd'hui, alors que la page avait été tournée de fait et que s'ouvrent les discussions pour le congrès, serait une atteinte à la démocratie encore plus intolérable qu'auparavant. Ce serait à l'évidence un acte d'intimidation. Il est crucial que les camarades de l'ex-position B, au-delà de nos divergences politiques, réitérent leur combat démocratique de janvier contre toute mesure d'intimidation qui serait proposée au CPN des 29-30 mai. Il est juste également d'appuyer la proposition que la Tendance CLAIRE, qui existe de

fait depuis le congrès fondateur, ait enfin un observateur au CPN, afin d'accéder pour la préparation du congrès aux mêmes informations et aux mêmes discussions que les autres sensibilités du parti.

Contribution de la Tendance CLAIRE du NPA. Le Comité d'animation provisoire de l'ex-position B, qui dit vouloir relancer le projet du NPA comme parti révolutionnaire, décide d'exclure les partisans d'une Tendance révolutionnaire ! Pour quelle politique veulent-ils empêcher ainsi les discussions de fond ?

Par Tendance CLAIRE (15 juin 2010)

La première réunion du « Comité d'animation provisoire » désigné lors de la réunion nationale du 23 mai, à l'initiative des partisans de l'ex-position B au CPN, s'est tenue le dimanche 6 juin à Paris avec une trentaine de camarades. Elle a adopté un texte qui a été envoyé le 10 juin aux comités du NPA et dont nous allons discuter certains points ci-après. Malheureusement, cette réunion a aussi été marquée par **l'exclusion des deux militants représentants de la Contribution des 62 pour une Tendance révolutionnaire (et membres de la Tendance CLAIRE) qui avaient pourtant été intégrés au Comité d'animation provisoire à l'issue de la réunion du 23 mai**. Rappelons d'ailleurs que, si la réunion du 23 mai a rassemblé 300 militants en tout, comme le rappelle le texte du 6 juin, seuls 154 camarades sur 245 présents à la fin avaient voté pour la déclaration qui en est issue, à laquelle il avait été interdit de faire des amendements autres que ceux décidés par les membres du CPN... Il y avait eu 81 abstentions, 10 contre et 2 refus de vote, prouvant l'insatisfaction de 38% des votants eu égard aux limites du texte proposé et aux méthodes employées pour l'imposer.

Le prétexte à l'exclusion des deux camarades a été qu'ils se sont abstenus sur le texte du 6 juin, après rejet de tous leurs amendements. Pourtant, ils avaient été intégrés dans le Comité d'animation le 23 mai, tout comme les camarades de la Fraction L'Étincelle et le représentant de la Meuse, malgré leur abstention sur le texte issu de cette réunion. **La première réunion du Comité d'animation n'avait donc évidemment aucun mandat pour exclure les camarades qui ne voteraient pas pour son texte** — encore moins pour une contribution à la discussion qui n'est pas encore un texte pour le congrès et qu'une bonne partie des camarades présents ont d'ailleurs découverte le matin même... De plus, il y a des camarades, membres du CPN, qui ne s'étaient pas seulement abstenus, mais avaient voté *contre* le texte du 23 mai... mais dont nul n'a évidemment demandé l'exclusion du Comité d'animation ! Plus généralement, il est évident d'un point de vue démocratique qu'aucune instance mandatée ne peut s'autoriser à exclure certains de ses membres sous prétexte qu'ils ne votent pas les textes proposés : une telle méthode ne peut qu'empêcher le débat, en interdisant par avance à quiconque de s'opposer aux propositions des dirigeants ou de s'abstenir. Les dirigeants de l'ex-position B ont beau dire dans leur texte qu'ils « *s'adressent aujourd'hui à tous les militants du NPA* », leur pratique montre qu'en réalité ils procèdent par des ultimatums et des mesures administratives pour empêcher les discussions politiques à la gauche du parti. **Ce n'est certainement pas ainsi qu'ils pourront convaincre les militants de la base du NPA, dégoûtés par les orientations et les méthodes de la direction, de leur faire confiance.**

Les dirigeants de l'ex-position B ont également pris comme prétexte le fait que la Tendance CLAIRE, d'une part, le comité de Chartres (où il n'y a aucun militant de la Tendance CLAIRE, mais avant tout des militants de l'ex-LCR), d'autre part, ont appelé, après le 23 mai, à amplifier les discussions pour aller vers une Tendance Révolutionnaire du NPA. Pourtant, **à partir du moment où la réunion du 23 mai a refusé la constitution d'une Tendance révolutionnaire, il est du droit de celles et ceux qui en sont partisans d'avancer dans cette direction, tout en voulant continuer en même temps la discussion avec les camarades de l'ex-position B qui n'en sont pas encore convaincus**. Où est le problème ? Le Comité d'animation issu de la réunion du 23 mai est mandaté pour mettre en œuvre une orientation qui pourrait déboucher sur une plate-forme politique pour le congrès, mais tout le monde sait qu'il est composé de plusieurs courants officiels ou officieux qui ne poursuivent pas nécessairement les mêmes buts, mais ont en réalité bien des divergences entre eux, même s'ils décident de ne pas en parler (courant ex-LCR du 92 Nord et des JCR organisé autour de la revue officieuse *Actualité de la révolution*, militants issus de l'ex-courant Démocratie révolutionnaire de l'ex-LCR, courant Gauche Révolutionnaire, groupe de Mulhouse/Montbéliard dirigé par des camarades ex-LO, Fraction L'Étincelle issue de LO, militants issus de cette Fraction, groupe La Commune, groupe Prométhée, militants issus du groupe ex-OCI de Stéphane Just...).

Dans ces conditions, pourquoi ne faire de procès d'intention que contre la Tendance CLAIRE et les autres signataires de la Contribution des 62... alors qu'ils ont justement le mérite, quant à eux, de jouer cartes sur table, de diffuser leurs textes dans tout le parti, de ne pas cacher leurs points de divergences avec les autres courants de l'ex-position B, de dire ce qu'ils font et de faire ce qu'ils disent ? **Il est affligeant de constater que les dirigeants de l'ex-position B aient recours à la « méthode » du procès d'intention qu'ils ont pourtant combattue à juste titre quand elle avait été employée par la direction du parti contre la Tendance CLAIRE.** Ils confirment ce faisant que les procédés qu'ils ont employés le 23 mai (en refusant tout amendement qui ne soit pas d'eux-mêmes, en voulant exclure certains candidats du comité d'animation au lieu de la faire élire et en refusant de donner la parole à un représentant de la Tendance CLAIRE sur ces questions) n'étaient pas accidentels, mais relèvent malheureusement d'une véritable méthode politique de lutte administrative contre les militants avec lesquels ils peuvent avoir des désaccords. **Croient-ils pouvoir empêcher ainsi que se poursuive la discussion pour une Tendance révolutionnaire entamée le 23 mai**, où tout le monde a pourtant pu constater qu'il s'agissait d'une question importante et largement débattue ? Ou faut-il envisager la pire hypothèse explicative, c'est-à-dire que **l'exclusion du comité d'animation des vilains petits canards serve en quelque sorte de garantie de modération pour permettre l'ouverture de négociations avec la « gauche » de l'ex-position A**, appelées de leurs vœux par les dirigeants de l'ex-position B, comme nous allons le voir ? L'avenir le dira peut-être...

En tout cas, **les dirigeants de l'ex-position B n'ont aucune légitimité pour exclure quiconque du Comité d'animation, qui n'appartient à personne, mais a été « mis en place » (comme le rappelle expressément le texte du 6 juin !) par l'ensemble des militants réunis le 23 mai**, avec la participation de tous les courants de l'ex-position B. À la fin de cette réunion, en effet, la tribune a expressément affirmé devant toute la salle que le Comité d'animation serait ouvert et n'a nullement posé comme condition que les participants votent nécessairement pour ses textes ! Dès lors, seule une réunion nationale de même nature aurait la légitimité nécessaire pour exclure des militants — et encore, il faudrait que ce soit sur la base de fautes politiques irréfutables. Les deux camarades de la Fraction L'Étincelle et celui de la Meuse ont d'ailleurs protesté avec fermeté contre cette exclusion des représentants de la Contribution des 62 et de la Tendance CLAIRE. Nous exigeons leur réintégration et appelons l'ensemble des camarades qui étaient présents le 23 mai ou qui se retrouvent dans la gauche du parti à se prononcer en ce sens. **Au moment où s'ouvrent les discussions pour le congrès, il en va de la crédibilité démocratique et politique de toute l'ex-position B aux yeux de tous les militants de notre parti.**

Pourquoi les dirigeants de l'ex-position B s'opposent-ils de toutes leurs forces à la clarification de certaines questions politiques majeures ?

La plupart des membres du Comité d'animation provisoire issu du 23 mai considère que les dérives de la direction du NPA ont commencé le jour où celle-ci a publié des déclarations communes avec le PC et le PG en juin 2009. Ils estiment que la solution est donc de revenir au « NPA des origines », c'est-à-dire aux textes flous et ambigus adoptés par le congrès fondateur. Nous avons déjà montré dans notre contribution sur la réunion du 23 mai que cette orientation est non seulement fautive (on ne peut résoudre les problèmes en s'arc-boutant sur des ambiguïtés !), mais illusoire : la droite (ex-position C) et la direction du parti (majorité de l'ex-position A) sont bien décidées, quant à elles, à surmonter les ambiguïtés des textes fondateurs... mais en les tranchant dans le sens de la réforme et non de la révolution. C'est pour cela qu'il **est nécessaire que la gauche du parti ne fuie pas le débat, mais réponde au même niveau d'ambition, en se hissant jusqu'aux enjeux centraux du combat politique anticapitaliste, qui se concentrent sur la question du pouvoir, de la centralité prolétarienne et de la grève générale.**

Or, si le texte du 6 juin contient tout un ensemble de choses parfaitement justes, qui constituent le fonds commun de l'ex-position B (critique de la campagne des régionales, projet de construire le parti par en bas et non par des recompositions au sommet de la gauche antilibérale, critique des thèses politiques droitières soumises par la majorité de la direction au dernier CPN, effort pour proposer de premiers éléments en vue d'un programme de revendications qui se veut transitoire, insistance sur la nécessité de rompre avec les institutions, proposition de campagnes concrètes sur la question de la crise, des retraites et pour la construction du parti, etc.), **il reste faible dans la délimitation programmatique et stratégique, en reprenant des formules confuses de la direction du NPA et en n'étant pas axé sur les questions essentielles, qui se retrouvent noyées au milieu de considérations plus générales.** Il était donc parfaitement légitime de chercher à l'amender pour le rendre meilleur : comme d'autres camarades, les représentants de la Contribution des 62 et de la Tendance CLAIRE ont proposé quelques amendements concis que l'on pouvait certes rejeter, mais qui avaient à l'évidence toute leur place dans la discussion démocratique visant à dégager l'orientation la plus juste possible pour la gauche du parti.

Pour que tous les camarades puissent se faire leur propre opinion, nous présentons ici ces amendements, en les justifiant sur la base des insuffisances du texte (et en sachant que, le projet ayant été découvert le matin, il a fallu rédiger ces amendements de façon quelque peu précipitée) :

Conquête du pouvoir et programme de transition

- **Amendement 1 :** Remplacer « un programme pour les luttes aujourd'hui, pour le pouvoir des travailleurs demain » par : « un programme qui articule les luttes avec l'objectif de la prise du pouvoir politique par les travailleurs eux-mêmes. Celle-ci ne passera pas par les élections, mais par une révolution sociale, par l'insurrection de la masse des travailleurs auto-organisés. » (2 pour, 2 abstentions, tous les autres contre.)

Explication : Les principes fondateurs du NPA disent certes qu'il ne faut pas cogérer le système, comme le font les réformistes, mais ne propose pas une orientation alternative concrète. Or il n'y a pas de troisième voie possible entre la gestion réformiste des institutions et la révolution prolétarienne ! Il est d'autant plus important de le dire aujourd'hui qu'une majorité de l'ex-position A, s'appuyant sur l'impasse où conduit ce flou, lance une offensive pour trancher les ambiguïtés dans un sens réformiste : elle balaie l'idée d'une prise du pouvoir par une insurrection des ouvriers auto-organisés comme en 1917 ou par une grève générale, comme Mai 68, qui irait jusqu'au bout. Elle lui oppose un « gouvernement en faveur de la population », supposé mettre en œuvre un programme minimum, issu d'une combinaison de luttes et d'élections.

En réalité, les travailleurs ne peuvent affronter victorieusement l'offensive de la bourgeoisie pour leur faire payer la crise qu'à condition de conquérir eux-mêmes le pouvoir politique. Certes, ils n'y sont pas encore près aujourd'hui, mais c'est précisément la tâche d'un parti révolutionnaire de les y préparer systématiquement. Cela suppose de rejeter toute séparation du programme en deux, avec un programme minimum pour les luttes et un programme maximum pour un futur indéterminé.

Or le texte du 6 juin évoque certes la question du pouvoir, mais il n'en fait pas un axe de son orientation : il considère que cette question est de toute façon pour « demain » et son articulation avec la lutte pour les revendications immédiates reste donc assez abstraite. Face au programme catastrophique pour les révolutionnaires que veut faire passer la majorité de la direction actuelle, les dirigeants de l'ex-position B nous proposent de nous en tenir aux principes fondateurs au lieu d'avancer dans le sens d'une clarification révolutionnaire. D'ailleurs, même la phrase que nous proposons de remplacer par une formulation plus claire ne figurait pas dans la toute première version du texte et il a fallu un amendement, intégré quant à lui, pour que soit réaffirmé l'objectif fixé par les principes fondateurs de « renverser l'appareil d'État ».

Exproprier seulement les banques... ou tous les grands groupes capitalistes ?

- **Amendement 2 :** Après « expropriation des banques », ajouter : « et des grands groupes capitalistes et leur nationalisation sous contrôle des travailleurs ». (4 pour, 1 abstention, tous les autres contre.)

Explication : Nous ne voyons aucune raison de limiter le combat pour l'expropriation du capital aux seuls représentants de la finance. On ne peut pas séparer un méchant capitalisme financier d'un bon capitalisme industriel, car le capital bancaire a précisément fusionné depuis longtemps avec le capital industriel pour donner naissance au capital financier. Ce ne sont pas les méchantes banques qui sont responsables de la crise, comme veut nous le faire croire le Front de gauche, mais c'est le capitalisme lui-même (crise de suraccumulation). On ne peut pas la résoudre avec la simple expropriation des banques : une telle mesure n'a rien de révolutionnaire en soi, puisque c'est ce qu'a fait Mitterrand en 1981, moyennant de juteuses indemnités.

Or la majorité de la direction veut nous entraîner dans le sens d'une politique de type réformiste, notamment avec son projet de texte « Nos réponses à la crise ». Après avoir formulé, entre autres énormités, la demande d'un simple « moratoire » sur la dette publique, plutôt que son annulation pure et simple, ce texte se prononce contre la nationalisation du système de crédit, contre sa centralisation dans un monopole d'État, et propose un simple « service public bancaire » déléguant des « concessions bancaires (...) à des entités contrôlées par les parties intéressés : salariés, entreprises, associations, collectivités locales,

représentants locaux de l'État ». Bref, **la direction du NPA nous propose comme solution pour sortir de la crise un nouveau système bancaire manifestement fumeux, mais qui laisse en place l'essentiel : les entreprises privées et l'État bourgeois !**

Certes, les dirigeants de l'ex-position B critiquent ce texte, mais pourquoi limiter eux aussi leur volonté d'expropriation aux seules banques et refuser de se battre pour la nationalisation de tous les grands groupes capitalistes sous contrôle des travailleurs ? Face à une entreprise qui veut licencier massivement, comme Continental, Arcelor-Mittal, Philips, Freescale, Goodyear, etc, il n'y a pas d'autre alternative que la grève avec occupation d'usine et la lutte pour l'expropriation sous contrôle ouvrier. Face à une entreprise qui détruit l'environnement dans la course au profit, comme Total hier avec la marée noire de l'Erika ou l'explosion de l'usine AZF, ou BP aujourd'hui et beaucoup d'autres, il n'y a qu'une seule solution, l'expropriation sous contrôle des travailleurs. Bref, **on ne peut se borner à parler d'un vague « contrôle des salariés sur l'économie », comme le proposent le texte du 6 juin... et la direction.** La seule façon pour les salariés de contrôler réellement, c'est d'exproprier le capital sans indemnités ni rachat et de gérer eux-mêmes la production, ce qui renvoie à la tâche de la conquête du pouvoir politique.

Défendre l'objectif de la grève générale pour vaincre Sarkozy et ses réformes

- **Amendement 3** : Sur la question du combat contre la réforme des retraites, après « *un mouvement d'ensemble* », ajouter : « *une grève générale dont nous défendons l'objectif de façon systématique, comme seule solution pour vaincre Sarkozy et ses réformes* ». (2 pour, tous les autres contre.)

Explication : La direction du parti nous parle elle aussi de la nécessité d'un « mouvement d'ensemble », au lieu de fixer clairement l'objectif de la grève générale comme seule solution pour gagner sur les retraites et de se battre en ce sens dans sa presse, ses tracts, les syndicats et les collectifs. Nous ne devons pas nous borner à souhaiter à chaque journée d'action qu'elle soit réussie, ni à militer pour une nouvelle date de journée d'action. **Nous devons patiemment proposer aux travailleurs une alternative aux journées d'action dispersées et sans lendemain des bureaucraties syndicales**, qui sont inefficaces pour gagner et finissent par démobiliser les travailleurs : cela ne peut être que le combat pour la grève générale.

Or, **en refusant de faire de ce combat une question centrale et même d'en parler, les dirigeants de l'ex-position B ont beau dire que la direction propose une orientation confuse, ils ne font pas de propositions alternatives concrètes.** D'ailleurs, ils sont sur ce point en deçà du texte du 23 mai, qui disait clairement qu'il s'agit de se battre pour la grève générale... et qui est censé constituer leur mandat ! Mais surtout, ils sont en deçà du niveau de conscience des masses qui n'ont pas peur, quant à elles, de se prononcer pour la grève générale : selon un sondage BVA du 10 juin, « *les deux tiers des Français jugeraient plus efficace la méthode dure, avec une grève générale (promue par FO) plutôt que des manifestations à répétition comme le prônent la plupart des syndicats aujourd'hui* ». Les dirigeants de l'ex-position B peuvent bien nous dire qu'ils veulent « *construire à la base et nous adresser à la base* », mais il faudrait déjà qu'ils ne rejettent pas des amendements qui sont non seulement justes sur le fond, mais en outre en adéquation avec la conscience la plus actuelle des travailleurs !

Lutter ouvertement contre les directions syndicales et pour l'auto-organisation des travailleurs

- **Amendement 4** : Au sujet de la politique des directions syndicales, ajouter : « *Les DS refusent de mobiliser les travailleurs et passent leur temps à collaborer avec le patronat et le gouvernement en acceptant de négocier les contre-réformes [proposition d'amendement supprimée après intégration de l'amendement d'un autre camarade allant dans le même sens : « les DS (...) qui jouent le jeu du "dialogue social" avec le pouvoir »] ; il est crucial de les dénoncer de façon systématique et de les combattre politiquement, notamment en aidant les militants à se regrouper dans les syndicats sur une orientation lutte de classe et en aidant les travailleurs syndiqués et non syndiqués à s'auto-organiser* ». (2 pour, 3 abstentions, tous les autres contre.)

Explication : **Sur cette question cruciale de la politique des directions syndicales, le texte du 6 juin reste particulièrement faible** — et le projet initial des dirigeants l'était encore plus, en ne parlant même pas du « dialogue social », qui est pourtant clé dans la politique du gouvernement pour faire passer les réformes. Or la critique générale de la mollesse des directions syndicales est faite par la direction du NPA : c'est la moindre des choses ! Mais, dans la pratique, la direction du NPA tend à s'adapter à l'orientation des directions syndicales : elle va jusqu'à signer des textes « unitaires », comme celui d'avril 2009, qui

revendiquait la plate-forme intersyndicale scandaleuse du 5 janvier 2009... ou comme la tribune purement réformiste parue dans *Le Monde* du 15 juin, avec la signature d'Olivier Besancenot, qui se revendique du rapport du COR (lequel a pourtant servi à préparer la contre-réforme du gouvernement !), ne définit aucune revendication, ne demande même pas clairement le retrait du projet de gouvernement, demande que la Sécurité sociale soit financée par l'impôt et va jusqu'à se défendre de vouloir mettre en cause la compétitivité des entreprises !

Dans le même temps, malgré les demandes anciennes de nombreux militants syndicaux du NPA, **rien n'est fait pour organiser un courant lutte de classe dans les syndicats et les initiatives en ce sens ne sont pas réellement soutenues par la direction du parti**. Celle-ci a même gardé un silence presque complet sur la candidature Delannoy au dernier congrès de la CGT, dont la dynamique aurait pu contribuer à la cristallisation d'un large courant lutte de classe dans la confédération.

Enfin, **la question de l'auto-organisation des travailleurs est centrale**. Au moment où les collectifs de défense des retraites se réduisent le plus souvent aux représentants des organisations, il est crucial de se battre en ce sens.

Là encore, en refusant tous ces amendements, **les dirigeants de l'ex-position B prouvent qu'ils ne proposent pas de véritable alternative concrète à l'orientation de la direction sur les questions les plus décisives**. De fait, le texte du 6 juin ne montre pas en quoi la campagne retraites qu'il propose se distingue fondamentalement de la politique actuelle du NPA, tant ses propositions restent vagues.

Pour l'intervention systématique dans les luttes ouvrières

- **Amendement 5** : « *Nous pensons que le NPA ne pourra se construire comme parti des luttes des travailleurs qu'en y intervenant de façon systématique en les aidant à s'auto-organiser, à définir les revendications les plus avancées possible et à coordonner les luttes.* » (6 pour, tous les autres contre.)

Explication : Cet amendement était entièrement justifié par le bilan du NPA qui, depuis sa fondation, n'a pas été à la hauteur des tâches élémentaires d'un « parti des luttes », notamment en se montrant incapable de prendre des initiatives pour les aider concrètement et pour leur coordination — au-delà bien sûr des initiatives courageuses, mais isolées, d'un certain nombre de militants à la base. Or **les dirigeants de l'ex-position B focalisent leur bilan critique du NPA sur la question des élections régionales** : ils considèrent que la dérive a commencé seulement en juin 2009. S'ils critiquent à juste titre les compromissions programmatiques faites sous la pression du Front de gauche, ainsi que le renoncement à la campagne emploi qui avait été décidée pour l'automne, ils n'ont presque rien à dire sur la façon dont le NPA, comme parti national, s'est comporté dans les luttes.

Pourtant, la politique de la direction du parti n'avait nullement été à la hauteur des enjeux pendant le premier semestre 2009 (donc bien avant le prétendu tournant, situé par les dirigeants de l'ex-position B en juin 2009 lors des déclarations communes avec le PG et le PCG). **Alors qu'il y avait un puissant mouvement social contre la crise et Sarkozy, sur fond de grève générale aux Antilles, la direction n'avait pas combattu centralement pour la grève générale, pour l'auto-organisation des travailleurs et contre la politique des réformistes**. Elle ne s'était même pas appuyée sur les initiatives les plus audacieuses de la base, qui dessinaient une politique pour tout le parti : soutien actif aux grèves les plus avancées, Collectif de Résistance Ouvrière de la Meuse et de la Haute-Marne mis en place par des camarades du NPA pour coordonner la lutte contre les licenciements face à la démission de la CGT, combat volontariste pour la convergence des luttes et la structuration d'un pôle alternatif aux directions syndicales, début d'un contrôle ouvrier à l'usine Philips EGP Dreux à l'initiative du syndicat CGT dirigé par un militant du NPA (Manuel Georget), etc.

Le bilan critique des dirigeants de l'ex-position B reste donc très partiel et ne peut pas aller au fond des problèmes qui font que les travailleurs ne viennent plus au NPA faute d'y trouver la radicalité dont ils ont besoin, mais s'en détournent.

La centralité du prolétariat (travailleurs salariés du capital), seule classe capable de renverser le capitalisme, en rassemblant tous les opprimés

- **Amendement 6** : Ajouter l'idée de centralité de la classe des travailleurs salariés : remplacer partout « *classes populaires* », « *pauvres* » et « *désespérés* » par « les travailleurs et les opprimés ». (2 pour, 1 abstention, les autres contre.)

Explication : Le texte du 6 juin ne dit pas qu'il faut donner la priorité à la construction dans la classe ouvrière, alors que cela n'est pas du tout évident pour de nombreux militants du NPA. Il est indispensable d'expliquer centralement que le prolétariat, par son rôle dans la production, peut seul bloquer l'économie (par la grève) et la reconstruire demain sur de nouvelles bases (collectivisation des moyens de production et réorganisation socialiste du travail). Bien évidemment, le parti révolutionnaire doit aussi prendre la défense de tous les opprimés et se prononcer sur toutes les questions de société, mais ce n'est pas une raison pour mettre sur le même plan les travailleurs, « les pauvres » en général (tous les prolétaires ne sont pas « pauvres » et les pauvres ne constituent pas une classe sociale !) et les « désespérés » (nous misons plutôt sur les travailleurs et les jeunes qui se battent !). En d'autres termes, **le combat révolutionnaire doit se nourrir du marxisme et ne pas prendre le risque de formulations populistes.**

Soutien à d'autres amendements proposés par des camarades

Enfin, il était juste de soutenir les amendements d'autres camarades, notamment ceux de la Fraction L'Étincelle :

- **Désignation du NPA que nous voulons comme « anticapitaliste et révolutionnaire » (et non seulement anticapitaliste, comme le disait le projet initial).** — Cet amendement a été intégré à la quasi unanimité, mais il est très préoccupant que deux des trois représentants de l'ex-position B au Comité exécutif du NPA aient voté contre. On peut accuser ensuite les partisans d'une Tendance révolutionnaire de ne pas avoir le même projet que l'ex-position B... mais force est de constater que principaux dirigeants de l'ex-position B ne sont même pas d'accord entre eux sur le parti qu'ils veulent !
- **Proposition de supprimer l'objectif de « revenir à la logique qui avait prévalu à la fondation du NPA » : amendement rejeté à une écrasante majorité** (phrase finale légèrement reformulée : « qui nous avait semblé prévaloir »). — Cet amendement, allant dans le même sens que ceux que nous avons proposés le 23 mai, était légitime pour **ne pas fermer le débat sur les textes fondateurs, mais permettre au contraire d'ouvrir la discussions sur leurs ambiguïtés**, afin de les dépasser dans un sens clairement révolutionnaire. En refusant cet amendement, les dirigeants de l'ex-position B s'arc-boutent de manière conservatrice sur des textes dont la réalité même a montré l'insuffisance depuis un an et demi et confirment leur volonté d'empêcher la discussions sur des questions de fond.
- **Proposition de supprimer : « Notre objectif n'est pas d'entrer dans des logiques minoritaires (...). Notre projet est de construire une majorité pour le NPA » (Amendement rejeté à une écrasante majorité.)** — Ces phrases pourraient sembler anodines, car il est évident que nul ne choisit délibérément une « logique minoritaire » et que tout le monde veut convaincre la majorité de son organisation ! Mais en réalité, elles signifient, comme cela a été confirmé expressément à l'oral par les dirigeants de l'ex-position B, que ceux-ci ont une **logique parlementaire**. Bien évidemment, si le congrès avait eu lieu et que les positions de l'ex-position B soient minoritaires, il ne faudrait pas faire la politique du pire, mais réaliser un bloc politique dans la future direction avec la gauche de la direction sortante (gauche de l'ex-position A), pour empêcher l'ex-position C et les droitiers de l'ex-position A d'être majoritaires. Mais nous n'en sommes pas là et toute anticipation de ce type de calculs tactiques ne peut que biaiser la discussion politique de fond qu'est censée ouvrir la préparation du congrès. Ce qui est juste politiquement, c'est de définir le projet politique de l'ex-position B (en partant des acquis du combat mené depuis un an contre toute l'ex-position A) et d'appeler tous les militants à le porter jusqu'au congrès.

Or les dirigeants de l'ex-position B n'ont à peine commencé à définir leur projet qu'ils commencent déjà à vaciller par peur de ne pas être majoritaires ! Ils proposent donc à la « gauche » de l'ex-position A de discuter tout de suite pour constituer une « nouvelle majorité » sur une base bien moindre que celle du 23 mai ! En effet, dans leur « Déclaration à l'issue du CPN » des 28-29 mai, ils ont lancé un appel aux dirigeants de la gauche de l'ex-position A

en disant déceler des rapprochements sur les points suivants : « *Ils font désormais un bilan critique des élections régionales, ils insistent sur le rôle décisif des luttes, refusent à juste titre de polariser à nouveau l'attention du parti autour des prochaines élections présidentielles, tout en assumant davantage le choix d'un parti en rupture avec les institutions.* » C'est pourtant bien maigre, pour tout dire la moindre des choses ! Les dirigeants de l'ex-position B seraient-ils prêts à brader leurs idées pour un accord aussi minimal ? D'ailleurs, que veut dire « *assumer davantage le choix d'un parti en rupture avec les institutions* » ? La gauche de l'ex-position A assumerait ce choix « davantage » que la droite... mais pas complètement ? On voit à quels risques nous exposent les dirigeants de l'ex-position B avec leur logique parlementaire : **le risque de dépolitiser les discussions fondamentales du congrès sur l'autel des « négociations » au sommet !**

- De manière significative, le projet de texte initial allait jusqu'à dire : « *Notre projet est de construire une majorité pour le NPA, et donc bien sûr avec tous ceux qui partagent des points essentiels de nos préoccupations.* » (Une toute première version du texte était d'ailleurs encore pire...) **La barre n'était donc pas mise très haut par les rédacteurs du projet : pour trouver un accord avec la « gauche » de l'ex-position A, il suffisait qu'elle partage certains « des points essentiels » non de nos positions, mais de nos simples « préoccupations »...** Grâce à l'intégration partielle de l'amendement d'un camarade issu de la Fraction L'Étincelle, la formulation finale est plus satisfaisante : « *avec tous ceux qui partagent les points essentiels de nos orientations* ». Pour autant, la logique générale des dirigeants de l'ex-position B n'en est pas moins claire : au lieu de tout faire pour que les militants du NPA, à commencer par ceux de leur propre base, se rassemblent sur la base de propositions clairement révolutionnaires, ils prévoient de mettre de l'eau dans leur vin avant même de l'avoir tiré.

Conclusion

Le texte adopté le 6 juin par la première réunion du Comité d'animation provisoire reste donc, comme celui du 23 mai, un point d'appui trop partiel pour combattre en vue d'un NPA révolutionnaire :

- C'est un point d'appui pour résister à l'offensive de la droite du parti et de la majorité de la direction, pour défendre les acquis des principes fondateurs contre leur révision dans un sens purement réformiste, pour relancer la construction du parti parmi les travailleurs et les jeunes, pour ouvrir la discussion sur ce que doit être une orientation révolutionnaire...
- Mais il est trop partiel, nettement insuffisant sur le fond et d'autant plus fragile qu'une bonne partie des dirigeants de l'ex-position B, par leurs calculs d'appareil, pourraient être tentés de revoir à la baisse les orientations qu'ils défendent aujourd'hui — ce qui serait d'ailleurs catastrophique pour la qualité des débats au congrès, qui exigent des positions bien délimitées les unes des autres, contrairement à la bouillie indigeste que constituent les bulletins du CPN pour la plupart des militants.

Les dirigeants de l'ex-position B ne vont donc pas jusqu'au bout, pour le moment, du combat pour un NPA révolutionnaire — certains s'opposant même au mot. C'est pourquoi les représentants de la Contribution des 62 et de la Tendance CLAIRE se sont abstenus sur le texte. Nous nous étonnons d'ailleurs que **les représentants de la Fraction L'Étincelle aient voté pour le texte** alors que leurs amendements les plus importants n'ont pas été intégrés et que le texte ne dépasse nullement les ambiguïtés de celui du 23 mai, sur lequel ils s'étaient abstenus comme nous et bien d'autres camarades. En effet, **face à l'offensive réformiste de la droite et de la majorité de la direction, il n'y a pas d'autre solution pour gagner que de défendre le projet d'un NPA clairement révolutionnaire et d'en convaincre les militants de la base du parti.** Tout autre voie, sous prétexte de réalisme, ne peut conduire qu'à la confusion généralisée au lieu d'avancer dans la clarté.

Une nouvelle étape de la crise de l'économie capitaliste mondiale

La crise économique mondiale est entrée dans une nouvelle phase avec la crise de la dette grecque et les sérieuses menaces d'une crise comparable sur d'autres pays de la zone euro, en particulier le Portugal, l'Irlande, l'Espagne et même l'Italie. Les gigantesques plans de sauvetage des banques organisés par les

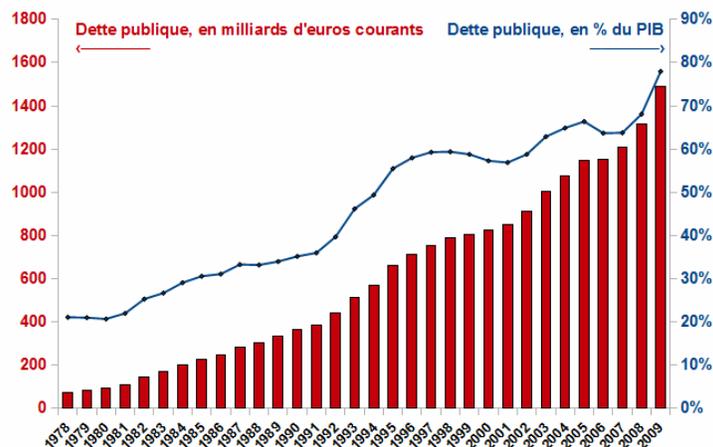
gouvernements capitalistes l'année dernière ont pu empêcher dans l'immédiat l'effondrement du système financier. Mais cela ne s'est fait qu'au prix d'une hausse considérable du déficit budgétaire et de la dette des États concernés. Ce sont désormais ces États qui sont menacés de défaut de paiement, non dans la périphérie, mais au cœur de l'un des principaux blocs impérialistes, l'Union Européenne. Or la crise de la dette n'est que l'expression d'une crise économique plus profonde des capitalismes européens qui ne sont dans l'ensemble plus assez compétitifs sur le marché mondial face à leurs concurrents. Pour l'année 2010, les analystes prévoient une croissance de 10 % en Chine, de 9 % en Inde, de 3 % aux États-Unis, mais de seulement 1 % dans l'Union Européenne. Ce déficit de compétitivité s'explique par la résistance, quoique limitée et inégale, du mouvement ouvrier d'Europe au démantèlement des conquêtes issues de la poussée révolutionnaire de l'après-guerre trahie par la social-démocratie et le stalinisme. La crise frappe donc de plein fouet l'un des berceaux du mouvement ouvrier qui, malgré son affaiblissement, après trois décennies de remise en cause des acquis par la bourgeoisie et de trahisons des bureaucraties réformistes, continue d'avoir un poids social important et des traditions de lutte significatives, quoique inégales selon les pays. La crise ne pourra être provisoirement repoussée par les bourgeoisies dans leur intérêt que si elles sont capables d'abaisser brutalement le niveau de vie des prolétaires d'Europe. Cela suppose des affrontements de classes potentiellement violents, comme l'Europe n'en a pas connus depuis longtemps. Cependant, comme la crise s'explique en dernière analyse par une suraccumulation de capital, elle ne peut être fondamentalement résolue sans une destruction massive de capital, permettant de relever le taux de profit et de relancer l'accumulation. Pour cela, il faudrait une vague de faillites ou une guerre, ou les deux à la fois.

La crise de la dette de la Grèce et d'autres pays de la zone euro

La crise s'est déclarée quand les capitalistes ont commencé à estimer que la Grèce, dont la dette représente 115 % du PIB, le déficit budgétaire 13,6 % du PIB et le déficit commercial environ 10 % du PIB, ne serait pas en mesure de rembourser sa dette. Cela a conduit les investisseurs à demander moins de titres de la dette grecque, ce qui a entraîné une hausse des taux d'intérêt, qui ont atteint environ 7 %, soit plus du double des taux exigés pour l'Allemagne. Ce phénomène a été amplifié par la spéculation des capitalistes contre la dette grecque (1). Les difficultés de ce pays à financer son déficit budgétaire se sont ainsi encore aggravées, menaçant de le conduire à la cessation de paiement. La note de la dette grecque a été rapidement dégradée, jusqu'à désigner les titres de la dette comme des « titres pourris » : en clair, le risque de faillite du pays a été jugé extrêmement élevé. Mais la crise ne s'est pas cantonnée à ce petit pays : elle a également commencé à en toucher d'autres. La note du Portugal, dont la dette avoisine les 100 % du PIB et est détenue essentiellement par des étrangers, a été dégradée. Cela a ensuite été le tour de celle de l'Espagne en raison de la hausse de son déficit et d'une économie en plein marasme. Or le PIB de l'Espagne ne représente pas 2 % de celui de la zone euro, comme celui de la Grèce, mais 10 %. La chute d'un tel pays aurait donc des conséquences infiniment plus lourdes pour la zone euro, qui se verrait dès lors exposée à un risque de contagion de la crise de la dette grecque.

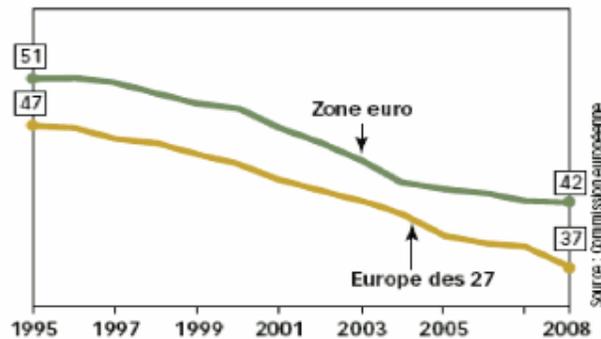
D'où vient la dette publique et à qui profite-t-elle ?

Dans la plupart des pays européens, et pas seulement en Grèce, la dette publique a explosé depuis 30 ans. Ainsi, en France, elle représentait moins de 20 % du PIB avant les années 1980 alors qu'elle représente aujourd'hui environ 80 % du PIB.

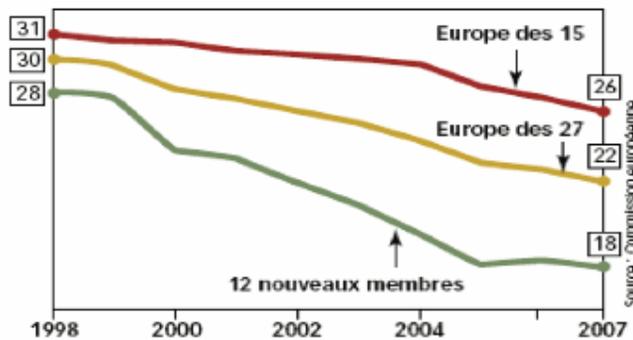


Dettes publiques en France

Ce n'est pas principalement en raison d'une soudaine poussée des dépenses sociales. En tout cas, pas à cause du surplus de dépenses sociales puisque, durant cette période, les travailleurs ont vu leurs acquis sociaux remis en cause. La raison principale est ailleurs : elle est dans l'allègement spectaculaire de l'imposition qui pèse sur les plus riches : à la fois la taxation des bénéficiers, et l'imposition des revenus des capitalistes.



Évolution du taux marginal maximal de l'impôt sur le revenu en Europe (en %)



Évolution du taux effectif moyen d'imposition des bénéficiers des entreprises (en %)

Les capitalistes sont doublement gagnants : ils bénéficient des baisses d'impôts et ils touchent en plus les intérêts de la dette que les États ont contractée à cause de ces baisses d'impôts !

Les plans d'austérité : une conséquence nécessaire des « plans de relance » keynésiens de la période précédente

Pour faire face à la crise, la bourgeoisie grecque a fini par se résoudre, sous la pression des principales bourgeoisies de l'Union Européenne et du FMI, à adopter un plan de rigueur sans précédent depuis la Seconde Guerre mondiale : la durée du travail pour avoir droit à une retraite pleine sera progressivement portée de 37 à 40 ans en 2015, la base de calcul prendra en compte le salaire moyen de la totalité des années travaillées et non plus le dernier salaire, l'âge légal de départ à la retraite va être lié à l'espérance de vie ; les 13e et 14e mois de pension sont supprimés ; les 13e et 1e mois de salaire sont supprimés pour les fonctionnaires gagnant plus de 3 000 euros et plafonnés à 1 000 euros pour les autres ; les salaires et retraites du secteur public sont gelés jusqu'en 2014 ; le gouvernement va revoir la législation qui interdit aux sociétés de licencier plus de 2 % de leurs effectifs totaux par mois ; les impôts payés principalement par les travailleurs sont relevés : la TVA augmente de 2 points pour atteindre 21 %, les taxes sur le carburant, l'alcool, le tabac de 10%, etc ; enfin, les réformes « structurelles » consisteront à réduire les investissements publics et à libéraliser les marchés des transports et de l'énergie. Bref, la logique de ces plans consiste à essayer de faire payer la crise aux travailleurs.

Dans le passé, des pays capitalistes ont réussi à réduire rapidement leur déficit budgétaire grâce à des plans de rigueur brutaux, comme en Irlande où il est passé de 12 % à 2 % entre 1986 et 1989, au Canada de 9 % à 0 % entre 1992 et 1997 et en Suède de 11 % à 3 % entre 1993 et 1996. Cependant, d'une part, ces pays ne souffraient pas d'un déficit chronique de compétitivité, n'avaient donc pas une balance commerciale lourdement déficitaire, d'autre part, le contexte n'était pas celui d'une crise économique mondiale. Si bien que les plans d'austérité n'ont pas entraîné une chute de la croissance : les baisses de dépenses publiques ont été compensées par une hausse des dépenses privées (chute de l'épargne privée). En outre, le blocage des salaires n'a pu que faire monter le niveau des profits, et donc le taux de profit qui est le moteur de l'accumulation et de la croissance.

En revanche, la Grèce est dans une situation différente : le déficit public est couplé à un déficit courant important. Le pays vit au dessus de ses moyens, c'est-à-dire que la consommation du pays excède ce qu'il produit : cela est financé par l'endettement, mais cela ne peut durer qu'un temps. Le problème de la Grèce (et aussi de l'Espagne... ou de la France !) est que leur déficit public important est couplé à un déficit courant important, si bien que l'épargne privée nationale n'est pas suffisante pour financer le déficit public. La seule issue possible est d'ajuster à la baisse la consommation du pays. Dans une économie peu tournée vers l'exportation, cela ne peut qu'accroître le nombre de faillites d'entreprises et conduire à une hausse du chômage. Et par contrecoup cela peut réduire les importations dans ces pays, avec des effets sur la croissance des pays exportateurs (2). Cependant, toute autre politique aggraverait les déficits et provoquerait rapidement une récession plus importante.

Ainsi, après avoir financé sans compter les grands groupes capitalistes (en premier lieu les banques) pour éviter leur faillite, les plans d'austérité étaient inéluctables. Du point de vue du système, le sauvetage des capitalistes (politiques dites « keynésiennes » mêlant baisse des taux d'intérêt et hausse des dépenses publiques en faveur des grands groupes) ne pouvait être payé, dans un second temps, que par les travailleurs. Il n'y a que les faussaires réformistes pour nous faire gober qu'il pouvait en être autrement.

Deux grands types de scénarios selon le niveau de la lutte des classes

Si le prolétariat est écrasé, les plans d'austérité parviendront, à marche forcée, à réduire les déficits publics et à éviter les défauts de paiements des États. Même si les plans d'austérité auront un effet négatif sur la croissance (pour les pays qui ont un déficit commercial important), et donc entraîneront mécaniquement une baisse des recettes (à taux d'imposition inchangé), les gouvernements pourront sans doute atteindre l'équilibre budgétaire en coupant suffisamment dans les dépenses publiques et en augmentant suffisamment les taux d'imposition. La limite principale à ce processus (et donc au rétablissement de l'équilibre budgétaire) est la résistance des travailleurs, pas une « fatalité économique » comme veulent nous faire croire les keynésiens qui prédisent un échec automatique des plans d'austérité.

Si le prolétariat parvient à bloquer les plans d'austérité, les capitalistes ne pourront pas faire payer aux travailleurs l'intégralité des remboursements de la dette détenue par les capitalistes. Ces derniers devront se rabattre sur un « plan B », avec deux variantes possibles : soit le défaut de paiement partiel (annulation, restructuration de la dette), soit le recours à une inflation forte (on fait fonctionner la planche à billets, ce qui revient à spolier partiellement les rentiers qui détiennent la dette). Dans les deux cas, même si les modalités diffèrent, les conséquences sont similaires : les capitalistes qui détiennent la dette doivent accepter d'être en partie floués. Ce serait pour la bourgeoisie une autre façon de faire payer la crise aux travailleurs. Mais le recours à un tel « plan B » aura des conséquences bien plus négatives sur la croissance que les plans d'austérité. En effet, les banques (qui détiennent principalement les dettes des États) seront en grande difficulté, ce qui aura un effet négatif sur le crédit, et ce qui pourrait également entraîner une vague de faillites importante. Cela conduirait à une situation sociale et politique bien plus convulsive. Cela provoquerait d'un côté le renforcement des tendances fascistes, de l'autre celui des tendances communistes révolutionnaires. Mais il est possible que dans la réalité on se retrouve face à des situations qui combinent, au moins dans un premier temps, des éléments de ces deux scénarios extrêmes.

Laisser la Grèce sombrer ?

Laisser sombrer la Grèce ? Cette possibilité a été évoquée par la bourgeoisie allemande, avant tout pour faire pression sur le gouvernement grec pour l'adoption d'un plan drastique. Devant le Bundestag, la chancelière Angela Merkel a ouvertement évoqué la possibilité d'exclure un pays de la zone euro. Dans la lettre commune adressée par Sarkozy et Merkel à Von Rompuy, président de l'UE, juste avant le sommet

européen du 10 mai, l'Allemagne a refusé d'inscrire l'engagement qu'on ne laisserait en aucun cas un pays de la zone être contraint à la cessation de paiement ou à la restructuration de sa dette. Dans l'immédiat, elle veut éviter que la crise de la dette des pays les plus faibles de la zone euro ne renchérisse le financement de la dette des autres pays, à commencer par l'Allemagne. Plus fondamentalement, elle estime que la zone euro n'est pas viable en l'état avec des pays dont l'économie est aussi peu compétitive sur le marché mondial que celle de la Grèce. D'où le fait qu'elle ait imposé aux autres bourgeoisies de l'UE un contrôle plus strict (avec sanctions à la clé) des politiques économiques des différents États nationaux au niveau communautaire. Il s'agit d'imposer aux pays les moins compétitifs d'ajuster leurs salaires en fonction de leur (faible) productivité afin d'éviter que se créent des déséquilibres que les pays dominants devraient en dernière instance combler. Bref, elle ne consent à la zone euro que si elle lui permet de se renforcer comme impérialisme dominant en Europe.

Aujourd'hui, aucun pays de la zone euro n'a intérêt à voir la Grèce sombrer. D'une part, les banques européennes (allemandes, mais aussi françaises et anglaises) sont fortement engagées en Grèce et une cessation de paiement de ce pays aurait des conséquences funestes pour ces institutions financières. D'autre part, et plus fondamentalement, si un pays de la zone euro se retrouve en cessation de paiement ou doit restructurer sa dette, cela veut dire qu'il est possible qu'un pays de la zone euro se retrouve dans une telle situation. Donc, une cessation de paiement de la Grèce conduirait immédiatement à une hausse des taux d'intérêt pour tous les pays de la zone euro. Et cela risquerait, soit de conduire un ou plusieurs autres pays à une cessation de paiement ou à une restructuration de leur dette (ce qui entraînerait l'explosion de la zone euro), soit d'obliger la BCE à faire fonctionner la planche à billets pour alléger le fardeau de la dette au risque d'engendrer une hyper-inflation incontrôlable. Cela provoquerait des faillites de banques dans toute l'Europe, car les banques européennes détiennent des titres de la dette publique des États de l'UE pour une part importante dans leur bilan. Réciproquement, les États les plus faibles seraient encore plus violemment touchés par les retraits de capitaux étrangers. Bref, cela risquerait de déclencher une crise de grande ampleur dans la zone euro, devenant incontrôlable. C'est la raison pour laquelle les pays européens, malgré des tensions, ont fini par adopter un plan de sauvetage colossal des économies les plus fragiles de l'UE.

Le plan européen de sauvetage des économies les plus fragiles : la ligne Maginot de l'UE ?

Le plan adopté

Il s'agit d'un plan d'un montant considérable, d'environ 750 milliards d'euros. Il comprend :

- la création d'un Fonds de stabilisation financière qui pourra emprunter sur les marchés financiers pour ensuite prêter à son tour aux États en difficulté. Les États membres de la zone euro, au *pro rata* de leur richesse, garantiront jusqu'à 440 milliards de prêts sur trois ans. Cela signifie concrètement que, si un pays n'est pas en capacité de rembourser ses prêts, le Fonds garantit la solvabilité de cet État et que les autres États payeront indirectement en finançant le Fonds ;
- la possibilité pour la Commission européenne d'emprunter jusqu'à 60 milliards d'euros sur les marchés financiers, pour les prêter à son tour aux États membres de la zone euro en difficulté qui en font la demande ;
- la possibilité de prêts du FMI jusqu'à 250 milliards pour les pays de la zone euro en difficulté ;
- la possibilité pour la Banque Centrale Européenne d'acheter des titres de dette publique sur le marché secondaire (celui de la revente des titres). Cela n'est pas formellement contraire à ses statuts (qui lui interdisent d'acheter directement aux États des titres de dette), mais cela revient au même : la BCE est ainsi transformée en « prêteur en dernier ressort ». Elle pourra donc acheter (et elle a déjà commencé à le faire le 10 mai), comme la Réserve Fédérale des États-Unis ou la Banque centrale du Royaume Uni, autant d'obligations publiques qu'elle le voudra. Elle a cependant promis de « stériliser » ces opérations d'achat, en vendant dans le même temps d'autres titres pour compenser les apports de liquidités liés aux rachats d'obligations d'État. Il s'agit d'éviter toute dérive inflationniste, qui reste l'objectif central de la BCE.

Portée et limites du plan

Cependant, ce plan colossal de 750 milliards ne représente qu'environ un tiers des besoins de financement des pays membres de la zone euro pour les trois prochaines années. En outre, il ne résout pas du tout en lui-même les problèmes économiques de fond : l'insuffisante compétitivité des pays de l'UE sur le marché mondial, les forts écarts de compétitivité entre pays de la zone euro et l'absence corrélative de véritables

institutions politiques communes, qui supposeraient un capital européen unifié. C'est bien la raison pour laquelle certaines mesures du plan renforcent partiellement le pouvoir des institutions de l'UE. Cependant ces institutions ne sont pas l'expression des intérêts d'un capital européen unifié, mais des instruments par lesquels les impérialismes les plus puissants au sein de l'UE s'efforcent d'imposer aux pays les plus faibles une politique conforme à leurs besoins.

Dans la crise actuelle, le capitalisme allemand au premier chef s'est affirmé de façon particulièrement brutale, y compris contre le capitalisme français, son allié traditionnel. Certes, l'Allemagne a dû concéder le droit à la BCE d'acheter des titres de la dette des États, sans se priver de critiquer cette mesure par la voix de son représentant à la BCE. Mais pour le reste, elle a imposé ses exigences. Il est prévu d'accroître le contrôle de l'UE sur les budgets des États nationaux, en autorisant la Commission Européenne à examiner chaque budget avant leur présentation au Parlement et à durcir les sanctions en cas d'écart. Merkel évoque même maintenant la possibilité de priver un pays de son droit de vote dans les instances européennes pendant une durée définie. En pratique, cela revient à accroître le pouvoir de contrôle des pays impérialistes les plus puissants sur les plus faibles, comme c'est déjà le cas aujourd'hui pour la Grèce, qui tend à être réduite à l'état de semi-colonie. De même, le fonds propre dont est dotée la Commission ne sera engagé qu'avec l'accord des plus puissants : Allemagne, France et Royaume-Uni. En outre, ces dispositifs limités ne sont pas formellement contraignants comme un nouveau traité. Et même si c'était le cas, on sait bien que les obligations formelles des traités ne valent pas grand-chose face aux exigences des bourgeoisies plus fortes. Dès 2003, l'Allemagne puis la France ont réalisé un coup de force contre les traités en dépassant les déficits autorisés tout en s'exonérant de toute pénalité.

C'est pourquoi les marchés ont réagi globalement avec scepticisme face à ce plan. Beaucoup estiment que la Grèce ne sera de toute façon pas en mesure de rembourser sa dette. Cette situation annonce de nouvelles difficultés pour la zone euro. En tout cas, la situation économique atone de l'Union Européenne a mécaniquement conduit à une chute de l'euro et inversement à la hausse du dollar et du yen. Cela pourrait atténuer le déficit de compétitivité des pays de l'UE sur le marché mondial, parmi lesquels seuls l'Allemagne et l'Autriche avaient réussi à améliorer leur compétitivité externe de façon suffisante pour encaisser l'appréciation de l'euro dans la période précédente. Ce mécanisme pourrait conduire à transférer en partie la crise de l'UE vers les États-Unis et le Japon. Cela n'empêche pas que, globalement, les bourgeoisies européennes sont dos au mur : il leur faut réussir rapidement à redresser leur compétitivité si elles veulent écarter le spectre d'une grande dépression.

Les bourgeoisies de l'UE dos au mur : l'affrontement de grande envergure avec le prolétariat ne pourra plus être différé longtemps

Les difficultés économiques des bourgeoisies d'Europe de l'Ouest sont le reflet d'une résistance relativement plus importante du prolétariat de leurs pays à l'offensive du capital lancée à la fin des années 70 pour rétablir son taux de profit, qui est passé à la postérité sous le nom de « néolibéralisme ». Les bourgeoisies ont certes réussi à réduire de façon significative les acquis du prolétariat : cela se manifeste dans une nette hausse de la part des profits dans la valeur ajoutée. Mais, à l'exception de la bourgeoisie anglaise, elles n'ont pas pu infliger de défaites historiques à la classe ouvrière. Ce processus s'est réalisé par le biais d'une intégration croissante des organisations ouvrières à l'État et d'une politique relativement consensuelle, cherchant à désamorcer toute crise grave. Mais aujourd'hui les gouvernements sont forcés d'être plus brutaux, car il y a urgence.

C'est ainsi que, à la surprise de toute la presse espagnole, le premier Ministre Zapatero, plutôt célèbre pour ses mesurette sociales et son idylle avec les chefs syndicaux, a décidé de proposer à son tour un brutal plan d'économies, allant au-delà des mesures déjà annoncées en janvier (gel de l'embauche de fonctionnaires, recul de l'âge de la retraite de 65 à 67 ans, baisse des indemnités de licenciement, hausse de la TVA). Il a annoncé la suppression d'une prime à la naissance, la fin de la revalorisation automatique des retraites et surtout la baisse dès juin 2010 de 5 % du salaire de tous les fonctionnaires, forçant les chefs de l'UGT et CC.OO., les deux grandes centrales syndicales, à rompre formellement la paix sociale, qu'ils avaient garantie sans discontinuer depuis 2004, malgré un taux de chômage de 20 %. Ce plan risque de plonger l'économie espagnole, déjà frappée de plein fouet par la crise immobilière, dans une spirale récessive.

Le gouvernement lui aussi « socialiste » du Portugal a annoncé un plan d'économies drastique pour ramener son déficit budgétaire à 4,6 % dès 2011 : le gel des salaires dans la fonction publique, la suppression de certaines allocations et un vaste plan de privatisation dans les transports, l'énergie, les

assurances et la poste, report d'investissements d'infrastructures, hausse de la TVA et des impôts, mesures symboliques de taxation des plus riches.

En Irlande, qui a connu une récession de 7 %, le déficit budgétaire a atteint 14 % en 2009. Le gouvernement veut le ramener à 11 % en 2010. Pour cela, il a prévu de diminuer les salaires des fonctionnaires de 5 % à 15 %, de réduire les allocations sociales (notamment aux chômeurs) et d'augmenter les impôts.

L'Italie, dont le déficit budgétaire a atteint 5,3 % du PIB en 2009 et la dette plus de 115 % du PIB, est aussi dans une situation difficile. Le gouvernement Berlusconi a déjà refusé des aides aux régions en difficulté, mais étudierait aussi la possibilité de poursuivre le gel des embauches dans la Fonction Publique et d'imposer un an de gel total des salaires des fonctionnaires.

Le gouvernement français a également annoncé un plan de rigueur brutal, avec un gel total des dépenses pendant 3 ans, hors service de la dette et retraites des fonctionnaires. Selon Mathieu Plane, économiste à l'OFCE, l'objectif de ramener le déficit budgétaire à 3 % du PIB en 2013 suppose un effort sans précédent, de l'ordre d'1,7 % de PIB par an, soit plus que les rythmes records de réduction des déficits en France, évalués 0,7 % du PIB par an, comme entre 2003 et 2006 par exemple. Il conclut de façon significative : *« Seules des coupes franches dans les dépenses de protection sociales (près de 50 % de la dépense publique) permettraient un ralentissement aussi marqué de la dépense publique. S'il veut être crédible, l'objectif de réduction des déficits publics ne peut être dissocié d'un projet concret de réforme fiscale ou d'un projet de refonte de notre modèle social. »* (Le Monde, 14/05). Pourtant le gouvernement montre toute sa crainte d'une situation sociale explosive en se refusant même à parler de « rigueur ».

La réaction du prolétariat et les obstacles

En raison de sa brutalité, le plan du PASOK de Papandréou a déclenché une grande vague de colère dans la population grecque, alors même que ses effets ne se sont pas encore concrètement fait sentir dans la vie des travailleurs. Le pays a connu le 5 mai la plus grande grève interprofessionnelle depuis la chute de la dictature, avec des manifestations de masse, dont environ 100 000 à Athènes. Une partie des manifestants a même voulu envahir le Parlement. Les mesures sont si brutales que les dirigeants syndicaux craignent de ne pas pouvoir contenir leur base.

L'extension et l'approfondissement de la crise risquent de présenter des situations comparables dans d'autres pays. Elles seront d'autant plus explosives que le prolétariat y aura été préparé par une certaine accumulation d'expériences dans la phase précédente.

La politique des bureaucraties syndicales

Cependant, il est clair que les bureaucraties syndicales font tout pour aider les gouvernements à faire passer leurs plans. En Grèce, les centrales syndicales refusent de rejeter purement et simplement le plan et d'appeler à se battre pour son retrait. Elles s'efforcent de paralyser le prolétariat en lui faisant croire qu'il n'y a pas d'issue positive à la crise pour les travailleurs : accepter les mesures est pénible, mais les refuser serait pire, car cela risquerait, selon les bureaucrates et le PASOK, de conduire le pays à la faillite avec un coût social encore plus élevé. Le secrétaire général d'ADEDY, la centrale grecque de la Fonction Publique, a déclaré : *« Les syndicats feront tout leur possible pour faire pression en faveur de leurs revendications d'une répartition plus juste du coût des mesures d'austérité, mais n'ont pas la moindre intention d'aider ceux qui parient une cessation de paiement de la Grèce »*. C'est pourquoi les centrales syndicales appellent à des journées de grève dispersées et sans lendemain, condamnant le prolétariat à l'impuissance. Elles ont ainsi réussi l'exploit de ne réunir que 2 000 personnes en manifestation dans les rues d'Athènes une semaine après l'historique grève du 5 mai.

Cette orientation n'est évidemment pas le propre des bureaucrates grecs. En France, les chefs des centrales syndicales ont honteusement accompagné la politique du gouvernement Sarkozy depuis 2007 et ont en particulier dispersé et épuisé les nombreuses luttes ouvrières contre les licenciements de la l'année 2009. Les dirigeants des confédérations espagnoles respectent scrupuleusement la paix sociale conclue avec le gouvernement Zapatero depuis 2004. Toutes les bureaucraties syndicales, attachées au système capitaliste, sont inévitablement conduites à l'accompagner quand il menace d'entraîner toute la société dans sa chute.

Les illusions réformistes néo-keynésiennes

Lorsqu'ils ne sont pas au pouvoir, les partis bourgeois de gauche et les partis réformistes s'efforcent de faire croire aux masses que la solution aux difficultés consisterait dans une sorte de plan de relance européen. Ce type de raisonnement est faux pour deux raisons.

D'une part, les réformistes néo-keynésiens (PCF, PG ...) nous font croire que l'augmentation des salaires serait la solution à la crise : en augmentant le pouvoir d'achat des travailleurs, on augmenterait la « demande », et on inciterait alors les capitalistes à produire davantage. Ce type de raisonnement tient la route ... à condition de faire abstraction qu'on vit dans un système capitaliste ! En effet, toute hausse des salaires a pour conséquence de faire baisser les profits, et c'est pour cela que les intérêts des travailleurs et les intérêts des capitalistes sont antagoniques. Les réformistes font croire qu'on pourrait financer une augmentation des salaires, en baissant les dividendes mais sans baisser l'investissement. Autrement dit, la baisse du profit (qu'ils ne peuvent pas nier) se traduirait uniquement par une baisse des dividendes, mais pas de l'investissement. Le seul problème, c'est qu'ils font croire que « on » (mais qui est le « on » ?) peut amputer les dividendes sans toucher à l'investissement. Or, dans le cadre de ce système, les choses sont simples : le moteur de l'accumulation, c'est le taux de profit. La hausse des salaires entraîne une baisse du taux de profit, et donc de l'accumulation. Faire croire que les capitalistes vont se priver de revenus pour maintenir l'investissement est une aberration. Si le profit baisse, c'est l'ensemble des composantes du profit qui baissera (distribution de dividendes et investissement). Bien souvent, les réformistes nous donnent en exemple la croissance d'après-guerre pour preuve que les politiques keynésiennes « marchent ». Là aussi, ils ont tort : ce ne sont pas les fortes hausses de salaires qui expliquent la croissance d'alors. C'est la forte rentabilité des entreprises (liée à la destruction de capital entraînée par la guerre, qui fait que la composition organique du capital était basse) qui explique le niveau de la croissance et le fait qu'il a été possible d'octroyer aux travailleurs (sous la pression de ceux-ci !) des hausses de salaire tout en maintenant un taux de profit élevé. À la fin des années 1970, la chute de la rentabilité des entreprises a fait que la bourgeoisie ne pouvait plus se permettre une telle redistribution des gains de productivité, et l'importance pour elle d'imposer une forte augmentation du taux d'exploitation.

Et l'investissement baissera d'autant plus ... que les capitalistes iront investir ailleurs ! En outre l'histoire a tranché : on sait comment a fini la relance de Mitterrand en 1981 ou du Front populaire en 1936 faute de s'attaquer au cœur du système capitaliste. Pour être juste, le raisonnement des antilibéraux nécessiterait que les capitalistes soient dépossédés de leur maîtrise sur la production... ce qu'ils ne veulent pas entendre puisque leur but est de montrer qu'un autre capitalisme est possible ! Un plan de relance européen, mis en œuvre aujourd'hui dans le cadre du capitalisme, ne ferait que plomber la compétitivité des pays de la zone euro et ne ferait que renforcer la cure d'austérité qui suivrait inévitablement (faute de révolution ouvrière). C'est pourquoi cette orientation keynésienne s'accompagne généralement de projets de réforme de l'Union Européenne, présentés comme démocratiques et sociaux : mise en place d'un budget européen, fiscalité unifiée européenne, droits sociaux alignés vers le haut, etc. Ils vendent ainsi des illusions à peu de frais. Car il est clair que dans le contexte de crise mondiale, aiguissant la compétition entre les principales puissances impérialistes, tout cela est impossible. Le renforcement éventuel des institutions de l'UE ne peut se faire que sous domination des capitalistes les plus puissants et restera toujours limitée par la persistance des intérêts propres de chaque capitalisme.

La crise alimente la montée du nationalisme et du racisme

Cette situation de crise va inévitablement nourrir des courants politiques bourgeois alternatifs à l'orientation actuellement dominante, courants qui se développeront sur la base du terreau créé par la politique celle-ci. D'un côté, les gouvernements européens s'efforcent encore plus qu'à l'habitude d'alimenter parmi les travailleurs l'illusion selon laquelle les étrangers seraient les responsables des difficultés économiques et sociales et par là de diviser les rangs des prolétaires. C'est le cas en France où le gouvernement Sarkozy a créé un ministère de l'Immigration et de l'Identité nationale, lancé un pseudo-débat sur le même sujet pour stimuler le racisme et la xénophobie, fait passer une loi interdisant le port de la burqa pour essayer de stigmatiser tous les musulmans. Le gouvernement belge vient de faire adopter une loi dans le même sens. C'est aussi le cas en Italie, où les pogroms contre les étrangers se sont multipliés avec la caution de la police de Berlusconi. Le Royaume-Uni n'est pas en reste, avec un renforcement du BNP (British National Party).

D'un autre côté, les tensions internes aux États tendent à se développer. En Italie, la Ligue du Nord, parti néo-fasciste et séparatiste lombard, se renforce au sein de la coalition de Berlusconi. En France, le Front

National a manifesté un relatif regain de popularité lors des élections régionales. En Belgique, les différentes fractions de la bourgeoisie sont en lutte, mais essayent toutes les deux d'utiliser la division entre Flamands et Wallons pour détourner la colère des travailleurs : cela s'est cristallisé dans une crise politique autour des communes où sont mélangés Wallons et Flamands près de Bruxelles, ville elle-même à majorité francophone mais qui se trouve en territoire flamand, qui a conduit à la convocation d'élections anticipées.

Enfin, les porte-parole de chaque bourgeoisie dénoncent avec virulence la responsabilité des autres pays. En Allemagne, le discours dominant peut se résumer à « c'est la faute aux Grecs et autres Européens du Sud, qui sont fainéants et laxistes ». En Grèce, on dénonce davantage les pressions des bourgeoisies les plus riches et du FMI que la responsabilité propre du gouvernement « socialiste ». De façon générale, le développement de la résistance des masses à l'offensive du capital, l'aggravation de la crise économique, la situation sans issue de certains pays ne pourront pas être capitalisés durablement par les partis de droite classique, qui ne proposent rien d'autre que ce que font les socialistes au pouvoir en Grèce, en Espagne ou au Portugal. Ils ne peuvent l'être que par la droite souverainiste et proto-fasciste ou par les communistes révolutionnaires. C'est précisément la raison pour laquelle les révolutionnaires doivent combattre de manière particulièrement ferme l'offensive raciste et xénophobe de leur propre bourgeoisie, mettre en avant les intérêts communs de tous les travailleurs, mais aussi avancer un plan d'ensemble face à la crise, dirigé vers la prise du pouvoir.

L'impasse souverainiste de la sortie de l'euro dans un cadre bourgeois

Les souverainistes de tout poil (par exemple Dupont Aignan à droite ou Nikonoff à gauche) recommencent leur dénonciation de l'euro, présenté comme la cause de tous les maux, et tentent de détourner la colère des masses uniquement vers l'UE ou le FMI, alors que ces armes politiques interétatiques sont en fait entre les mains des gouvernements nationaux les plus puissants.

Certains commencent à évoquer la possibilité de revenir à une monnaie commune. Les monnaies nationales seraient rétablies, mais l'euro continuerait à exister comme une monnaie de réserve (panier de devises des monnaies nationales) pour les transactions monétaires avec le dollar, le yen, etc. Les monnaies nationales ne seraient échangeables que contre des euros à un cours déterminé et fixe. L'avantage de la monnaie commune serait double : elle rendrait impossible la spéculation sur les monnaies nationales (les monnaies nationales n'étant convertibles qu'en monnaie commune, il n'y a pas de marché libre des changes entre les devises des participants), et le taux de change avec les autres monnaies de la zone pourraient être réajustés en fonction des différentiels de compétitivité (l'ajustement ne se fait donc pas les salaires et les prix). Ce projet apporterait, sur le papier, une autre réponse (que l'union budgétaire) aux faiblesses structurelles de la zone euro. Avec un tel système, les plans de sauvetage actuels seraient inutiles : la dévaluation des monnaies grecque ou portugaise leur apporterait de l'oxygène sans remise en cause de la monnaie commune.

Toutefois, ce projet n'est pas viable : la modification de ces parités serait soumise à des décisions de l'UE, empêchant ainsi théoriquement toute course à la dévaluation compétitive. Chaque pays aurait pourtant intérêt à avoir la monnaie la plus faible possible. Et s'il n'est pas satisfait par la décision majoritaire, il pourrait toujours être tenté de dévaluer sa monnaie et ne pas jouer le jeu collectif. La zone euro serait donc rapidement menacée de désintégration, chaque bourgeoisie étant tentée de ne pas respecter les décisions majoritaires. En outre, le basculement de la monnaie unique à la monnaie commune pose problème, puisque les pays endettés en euros et dont la nouvelle monnaie nationale serait dévaluée, verraient leur dette exploser.

Pour un programme de transition face à la crise

Pas de victoire possible sans fixer dès maintenant l'objectif de la prise du pouvoir par les travailleurs auto-organisés et du socialisme

Pour affronter victorieusement cette offensive du capital, les travailleurs ont besoin d'un programme clair. Dans le cadre du capitalisme, la crise ne peut être résolue qu'au prix d'un abaissement du niveau de vie des prolétaires d'Europe. Les politiques bourgeoises libérales, néo-keynésiennes ou souverainistes-populistes ne sont pas identiques, mais elles ont toutes en commun de vouloir faire payer la crise aux prolétaires : par une cure d'austérité immédiate, par l'illusion d'une relance impossible ou par une fuite en avant dévaluationniste-protectionniste. C'est pourquoi il est crucial dans cette période de lier systématiquement les revendications quotidiennes à l'objectif de la prise du pouvoir par les travailleurs auto-organisés, de

l'expropriation du capital et du socialisme, seul capable d'organiser l'économie de façon réellement rationnelle, pour satisfaire les besoins humains (3).

Pour résoudre la crise, il faut réorganiser les forces productives, dont le développement reste entravé par l'existence d'États nationaux malgré la diminution relative des barrières au mouvement de capitaux, à l'échelle européenne et de façon rationnelle, afin de satisfaire les besoins des masses. Le capitalisme s'est montré incapable d'achever l'unification bourgeoise de l'Europe, 80 ans après en avoir lancé l'utopie. Cela s'explique par le fait que les antagonismes entre les bourgeoisies nationales ne peuvent être surmontés que par le triomphe de l'une d'entre elles sur les autres. Pourtant le développement des forces productives et l'interdépendance croissante des économies de l'UE l'exigent : cette tâche doit être accomplie. Seuls les prolétariats, parce qu'ils ont tous intérêt à renverser la bourgeoisie et à en finir avec le capitalisme, peuvent unifier l'Europe de façon progressiste. C'est pourquoi nous portons non seulement la perspective de rupture avec l'Union Européenne, mais celle de la destruction des États bourgeois nationaux et de la construction des États-Unis Socialistes d'Europe, qui ne pourront se construire que sur la base de l'extension de la révolution à partir d'un ou plusieurs pays.

Pour la construction de partis révolutionnaires et d'une internationale révolutionnaire revendiquant le programme historique de la IVe Internationale

Quelle que soit l'énergie des masses en lutte, elles ont besoin pour vaincre d'un instrument capable de diffuser un programme de transition, d'être aux côtés des travailleurs à l'avant-garde des luttes et de prendre des initiatives pour centraliser leur combat contre le gouvernement. Bref, il n'est pas possible de vaincre l'obstacle dressé par les variantes bourgeoises de tout poil et les bureaucraties syndicales sans construire un parti révolutionnaire.

La crise qui a ébranlé l'Argentine en 2001, comme une sorte de répétition générale de la crise dans un pays semi-colonial, a dégagé des leçons importantes. Le krach économique, l'effondrement du niveau de vie, les massives journées de grève générale, le puissant mouvement des chômeurs, le tournant à gauche des classes moyennes n'ont pas suffi à produire une révolution, encore moins une révolution victorieuse. Cela tient principalement à deux facteurs. Le prolétariat, notamment de l'industrie, n'est pas intervenu comme tel dans les événements, à la fois paralysé par la crainte du chômage et encore dirigé par la bureaucratie syndicale qui a volé au secours du capital. Mais cela reflétait aussi le retard dans la construction d'un parti révolutionnaire, forgeant la capacité de la classe ouvrière à lutter pour le pouvoir.

Les premiers pas de la crise ont déjà manifesté crûment à quel point les partis aux délimitations programmatiques floues se révèlent impuissants, voire jouent un rôle d'obstacles dans le développement de la lutte de classe jusqu'au bout. La politique du Bloc des Gauches (BE) portugais, présenté il y a encore peu comme un modèle de nouveau parti anticapitaliste, l'illustre de façon particulièrement nette (4). Ses députés ont voté le plan d'« aide » à la Grèce et donc le plan d'austérité imposé aux travailleurs grecs. La présidente du groupe du BE, Cecilia Onorio, s'est justifiée en expliquant que l'on ne pouvait laisser la Grèce faire faillite, car cela pénaliserait encore plus les travailleurs, comme l'explique Papandréou lui-même. Une telle orientation revient à enfermer les travailleurs dans le cadre du capitalisme où il n'y a pour eux aucune issue favorable, mais seulement diverses façons de payer la crise. La politique de la coalition réformiste Syriza en Grèce, sans atteindre cette extrémité, ne propose pas d'alternative et n'affronte pas ouvertement les bureaucraties syndicales : elle ne peut donc pas aider les masses à trouver le chemin d'un combat indépendant.

C'est pourquoi les militants révolutionnaires doivent aujourd'hui plus que jamais s'efforcer de mettre sur pied des partis clairement révolutionnaires, osant opposer leur politique à celle des bureaucraties réformistes et des partis « de gauche ». C'est de ce point de vue que la gauche du NPA doit penser la politique qu'elle propose à l'ensemble du parti. Il s'agit de forger une tendance se battant pour faire du NPA un parti révolutionnaire, avec une délimitation stratégique claire, un programme de transition vivant et une pratique militante audacieuse. C'est la raison pour laquelle il faut lutter pour que les principes fondateurs soient revus, pour trancher les débats stratégiques laissés en suspens depuis le congrès dans un sens révolutionnaire et pour qu'un programme de transition réellement révolutionnaire soit adopté et effectivement mis en œuvre dans la politique quotidienne du parti. Vue la place importante occupée par le NPA au sein de l'extrême gauche dans le monde et notamment en Europe, la portée de cette lutte politique dépasse ses étroites frontières. Une tendance révolutionnaire du NPA à la fois ferme sur les principes et la stratégie et souple dans la tactique peut être un point d'appui précieux pour tous ceux qui veulent construire de tels partis révolutionnaires.

Ce combat est, bien sûr, indissociable du combat pour une Internationale révolutionnaire se liant au meilleur de l'avant-garde du prolétariat en lutte. Au moment où le gouvernement nationaliste-bourgeois de Hugo Chavez au Venezuela lance son projet d'une prétendue Ve Internationale aux contours politiques flous et au contenu interclassiste, il nous faut défendre au contraire la validité globale du programme historique de la Quatrième Internationale, actualisé et enrichi, tout en ouvrant la discussion sur le bilan des organisations qui s'en réclament ou s'en sont réclamées, afin de relancer la construction du parti mondial de la révolution.

1) Cf. l'encadré « CDS : l'instrument privilégié de la spéculation contre la dette des États » dans l'article sur la Grèce d'*Au CLAIR de la lutte* n°6.

2) Ainsi, en 2008, le premier exportateur vers la Grèce était l'Allemagne (12,1 % du total), suivie par l'Italie (11,7 %) ; la France était le cinquième (5,6 %) ; le premier exportateur vers l'Espagne était l'Allemagne (14,5 % du total), suivie par la France (11,1 %) et l'Italie (7,4 %) ; pour le Portugal, c'est l'Espagne qui arrivait en tête des exportations (25,6 %), devant l'Allemagne (12,6 %) et la France (11,1 %).

3) Pour les grandes lignes d'un tel programme, voir la Contribution des 62 pour une Tendance Révolutionnaire dans le NPA, reproduite dans le présent numéro. Pour l'orientation immédiate, nous renvoyons à l'orientation que nous proposons pour lutter en France contre la réforme des retraites (premier article).

4) Cf. notre article dans ce même numéro.